

CONSOLIDATION DE LA PAIX ET DE LA RÉSILIENCE

INTERVENTIONS FACE AUX CRISES

UNE VIE SANS
VIOLENCE

CANDIDATER
VOTER

RÉSEAUX DE
FEMMES

DÉFENSEUSES ET DÉFENSEURS DU GENRE

LES FEMMES
OUVRENT LA VOIE

ÉCONOMIES
INCLUSIVES

REPRÉSENTATION ÉGALE

ÉGALITÉ
DES SEXES

AUTONOMISATION À TRAVERS
LES ÉCONOMIES

ÉGALITÉ SALARIALE

**ONU FEMMES EST L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES CONSACRÉE
À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET À L'AUTONOMISATION DES FEMMES.
PORTE-DRAPEAU MONDIAL DES FEMMES ET DES FILLES, ONU FEMMES A ÉTÉ CRÉÉE
POUR ACCÉLÉRER LES PROGRÈS RÉALISÉS POUR RÉPONDRE À LEURS BESOINS
DANS LE MONDE ENTIER.**

Rapport annuel d'ONU Femmes 2018-2019

- 2 PROGRÈS ET ÉGALITÉ POUR TOUTES ET TOUS
- 2 Avant-propos de la Directrice exécutive d'ONU Femmes

4 NOTRE OBJECTIF PARTAGÉ : L'ÉGALITÉ DES SEXES À NOTRE ÉPOQUE

- 6 Encadré : Le progrès des femmes dans le monde 2019 : les familles dans un monde en changement
- 7 Préparatifs du 25^e anniversaire d'un accord historique
- 8 Aperçu des principaux résultats d'ONU Femmes en 2018

10 TRANSFORMATION DE LA VIE DES FEMMES

10 Les femmes ouvrent la voie

- 14 Le Fonds pour l'égalité des sexes
- 15 *Des investissements efficaces : Tenir compte de toutes les femmes et de toutes les filles*

16 L'autonomisation à travers les économies

- 20 Un rassemblement mondial prévoit de combler les lacunes en matière d'infrastructures et de services
- 21 *Des investissements efficaces : La promotion de « l'économie des soins »*

22 Une vie sans violence

- 26 Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes
- 27 *Des investissements efficaces : Élargissement des services essentiels pour la sécurité, le relèvement et la justice*

28 Interventions face aux crises, consolidation de la paix et de la résilience

- 33 *Des investissements efficaces : Mobilisation dans l'action humanitaire grâce au programme LEAP*

34 UNISSONS NOS FORCES EN FAVEUR DU CHANGEMENT

- 39 *Des investissements efficaces : Innover avec blockchain pour lever des fonds pour les femmes réfugiées*

40 ÉTATS FINANCIERS

- 44 ONU Femmes dans le monde

Progrès et égalité pour toutes et tous

Avant-propos de la Directrice exécutive d'ONU Femmes

CETTE ANNÉE A ÉTÉ PLACÉE SOUS LE SIGNE DES RÉFORMES ET DU RENOUVEAU. MALGRÉ DES DIVERGENCES D'OPINIONS PLUS ACCENTUÉES, L'ASPIRATION À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET À L'AUTONOMISATION DES FEMMES N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI FORTE,

soutenue par un débat public animé, une mobilisation sociale impressionnante et des activités de sensibilisation efficaces pour transformer les normes sociales et renforcer la redevabilité dans le cadre de la mise en œuvre des engagements qui ont été pris. La persistance des niveaux élevés de violence envers les femmes, d'exclusion économique et d'autres inégalités systémiques suscite des inquiétudes majeures, galvanisant d'anciens et de nouveaux partenariats dans la quête de solutions durables pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD).



Cette année, le système des Nations Unies a également connu des changements profonds. ONU Femmes a activement et pleinement coopéré à l'élaboration des réformes en cours, afin de s'assurer qu'elles renforcent la cohérence du système dans l'appui qu'il apporte à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, et en fournissant des directives en faveur d'environnements de travail inclusifs, diversifiés et équitables. En parallèle, nous

avons procédé aux ajustements nécessaires au sein d'ONU Femmes pour être bien préparés aux changements à venir dans le système des Nations Unies pour le développement et pour faire face aux défis d'un monde qui, bien qu'il se mobilise, n'est pas encore en mesure d'atteindre les objectifs de 2030. Il s'agit notamment de diversifier les partenariats au profit du changement, en mettant l'accent sur des interventions que nous pouvons étendre à plus grande échelle et répliquer dans les pays et entre eux, avec des résultats que nous pouvons mesurer aussi bien quantitativement que qualitativement.

Par exemple, dans le monde, plus de 2,5 milliards de femmes et de filles souffrent des conséquences de lois discriminatoires et de lacunes en matière de protection juridique. Notre nouvelle stratégie sur l'égalité devant la loi entend accélérer l'abrogation des lois discriminatoires dans 100 pays d'ici à 2023.

Notre rapport souligne les raisons pour lesquelles il est plus que jamais primordial d'obtenir des résultats pour celles et ceux qui souffrent de formes multiples de discrimination, y compris les personnes LGBTI, les femmes et les filles en situation de handicap, les jeunes filles vivant dans des communautés pauvres, les femmes et les filles de communautés autochtones, ainsi que les réfugiés et les migrants. Il explique comment les femmes – par exemple, les femmes « nofotanes », qui ont traditionnellement été marginalisées aux Samoa et qui, par le passé, ont souvent été exploitées comme servantes domestiques –, peuvent améliorer leur accès à des emplois

« PLUS DE 2,5 MILLIARDS DE FEMMES ET DE FILLES DANS LE MONDE SOUFFRENT DES CONSÉQUENCES DE LOIS DISCRIMINATOIRES ET DE LACUNES EN MATIÈRE DE PROTECTION JURIDIQUE. NOTRE NOUVELLE STRATÉGIE SUR L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI ENTEND ACCÉLÉRER L'ABROGATION DES LOIS DISCRIMINATOIRES DANS 100 PAYS D'ICI À 2023 ».

durables et à des revenus équitables, tout en sensibilisant les employeurs à leurs responsabilités juridiques. De même, nous relatons l'expérience de 13.000 travailleuses domestiques au Cap-Vert qui ont formé une association et ont œuvré avec le gouvernement à l'élaboration de normes concernant leurs heures de travail, leurs salaires et leurs congés. Le rapport explique comment en Tunisie, grâce à notre travail, des femmes ont remporté des victoires historiques aux élections locales et, au Zimbabwe, des femmes ont pu participer aux élections générales en toute sécurité. Il mentionne les activités de sensibilisation ciblant le gouvernement de la République de Serbie pour l'encourager à tenir compte des voix de celles et de ceux qui sont fréquemment exclus des discussions sur les rapports nationaux, dont les femmes rurales, les femmes âgées, les femmes en situation de handicap et les femmes roms. Ce rapport précise également que notre programme « Leadership, autonomisation, accès et protection » en 2018 a permis de soutenir près de 29.000 réfugiés du Soudan du Sud et les membres des communautés qui les accueillent, grâce à des programmes similaires déployés dans 32 autres pays qui ont fourni des services à 235.000 femmes et filles touchées par des crises.

Il est essentiel d'identifier les domaines qui présentent des lacunes et de les combler sans tarder. Par exemple, nous travaillons avec des partenaires en Éthiopie, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie pour mesurer et suivre les indicateurs d'ODD sur les droits fonciers et la sécurité de la propriété foncière des femmes, avec la possibilité d'utiliser ces connaissances en vue d'assurer et de protéger les droits fonciers de plus de 108 millions de femmes et de filles dans ces pays. Grâce au travail que nous accomplissons conjointement avec les partenaires pour accélérer l'avancement de l'autonomisation économique des femmes rurales, 315.000 femmes, hommes et enfants en Éthiopie, au Guatemala, au Kirghizistan, au Liberia, au Népal, au Niger et au Rwanda ont bénéficié d'une amélioration de leur sécurité alimentaire et de leur nutrition, ainsi que de leur sécurité de revenus.

Alors que la 63^e session de la Commission de la condition de la femme vient de se conclure en 2019, il sera également nécessaire d'améliorer les analyses basées sur le genre pour orienter la mise en place de dispositifs de protection sociale, de services publics et d'infrastructures ainsi que les investissements qui seront réalisés dans ces domaines. Par exemple, notre analyse coûts-bénéfices en République de Macédoine du Nord permet d'éclairer certains

choix concernant l'augmentation des investissements gouvernementaux dans l'éducation et la prise en charge de la petite enfance, représentant une exploitation stratégique des ressources qui stimule la croissance économique et accélère l'accomplissement d'un grand nombre d'ODD.

Les publications phares telles que notre rapport de suivi mondial 2018 sur la mise en œuvre des ODD, « Traduire les promesses en actions : l'égalité des sexes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », font partie intégrante de l'analyse et des orientations politiques que nous fournissons. À travers ces rapports, nous pouvons dresser un bilan des tendances et des défis existants, souligner les inégalités majeures persistantes et prendre des mesures axées sur les politiques. Le rapport « Progrès des femmes dans le monde 2019-2020 : les familles dans un monde en changement » remet en cause les limites de la perception que nous avons du monde et nous éloigne de nos idées préconçues pour assurer des interventions éclairées.

Lorsque vous lirez ce rapport, je vous invite à célébrer les immenses progrès accomplis dans un grand nombre de pays, où les communautés, grandes et petites, font preuve de créativité et de détermination dans la lutte contre la violence, la pauvreté, la discrimination et l'exclusion.

Pour surmonter les énormes défis de l'Agenda 2030 – et vaincre les forces qui s'opposent à l'égalité des sexes – il s'agira d'accélérer et d'étendre à grande échelle la mise en œuvre des ODD et des partenariats, pour accomplir des progrès tangibles et garantir une égalité concrète même aux plus marginalisés.



Dre Phumzile Mlambo-Ngcuka

Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive d'ONU Femmes

Notre objectif partagé : L'égalité des sexes à notre époque

**ONU FEMMES RASSEMBLE LES PERSONNES, LES DÉFIS ET
LES IDÉES AUTOUR D'UN OBJECTIF PARTAGÉ : FAIRE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES
UNE RÉALITÉ À NOTRE ÉPOQUE.**

En unissant nos efforts et nos réflexions, nous pouvons mener une action mondiale tournée vers les femmes et les filles du monde entier, qui dépasse largement ce qu'une organisation à elle seule ne pourrait jamais espérer accomplir.



LES INÉGALITÉS EXTRÊMES PERSISTENT. LES FORCES RÉACTIONNAIRES CONTINUENT DE S'ACCENTUER. POURTANT, PARTOUT DANS LE MONDE, DES FEMMES ET DES FILLES SE MOBILISENT ET APPELLENT À PLUS DE PROGRÈS.

AU SEIN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES, ONU FEMMES EST LA SEULE ENTITÉ QUI SE CONSACRE EXCLUSIVEMENT À RÉALISER L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES. Elle contribue à faire avancer les normes convenues à l'échelle internationale

inégalités extrêmes persistent. Les forces réactionnaires continuent de s'accroître. Pourtant, partout dans le monde, des femmes et des filles se mobilisent et appellent à plus de progrès. Des gouvernements, des entreprises, des organisations de la société civile, des organisations religieuses, des groupes d'hommes

la Déclaration et au Programme d'action de Beijing convenus lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en 1995 ainsi qu'au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable, nous déployons de plus en plus d'efforts pour parvenir à un changement durable. Axés sur l'innovation et l'ampleur, nos efforts aident à changer les marchés et les perspectives, à renforcer les mesures statistiques, à éclairer la formulation des politiques publiques et à façonner l'action humanitaire.

AXÉS SUR L'INNOVATION ET L'AMPLEUR, NOS EFFORTS AIDENT À CHANGER LES MARCHÉS ET LES PERSPECTIVES, À RENFORCER LES MESURES STATISTIQUES, À ÉCLAIRER LA FORMULATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET À FAÇONNER L'ACTION HUMANITAIRE.

en faveur de l'égalité des sexes et aide les pays à inscrire ces normes dans leurs lois, leurs politiques et leurs services. Elle met à profit les expériences des pays pour orienter l'élaboration d'un accord sur de nouvelles normes liées au genre. Par ailleurs, grâce aux liens qu'elle entretient au sein des Nations Unies, elle place l'égalité des sexes au centre des trois piliers des progrès mondiaux : la paix et la sécurité, les droits humains et le développement durable.

En 2018 et 2019, ONU Femmes mène sa mission dans un monde en proie à d'immenses difficultés. Les

et d'autres alliés rejoignent la lutte pour l'égalité des sexes, et un grand nombre s'associe à ONU Femmes. Dans le monde entier, des personnes unissent leurs forces avec ONU Femmes, car elles croient fermement en notre campagne pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Elles apprécient notre expertise et notre portée, ainsi que notre relation de longue date avec les mouvements féministes et de défense des droits des femmes. Elles savent que nous promovons un nouveau courant de pensée et que nous changeons les limites du débat public. De surcroît, et ce conformément à

L'engagement d'ONU Femmes à soutenir les femmes marginalisées par de multiples formes de discrimination et de préjugés est inébranlable. Lors du Forum politique de haut niveau de 2018 sur le développement durable, les États membres des Nations Unies ont publié une déclaration ministérielle soulignant le rôle de l'égalité des sexes dans la réalisation de l'Agenda 2030 et soutenant le rôle d'ONU Femmes de ne laisser personne pour compte.

L'ÉGALITÉ DES SEXES NE POURRA JAMAIS ÊTRE UN PROJET PARTIEL. ELLE DOIT ÊTRE UN ESPOIR ET UNE RÉALITÉ POUR CHAQUE FEMME, CHAQUE HOMME, CHAQUE FILLE ET CHAQUE GARÇON – À NOTRE ÉPOQUE ET POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES.

Photo : Au Népal, Chandra Kala Thapa célèbre un nouveau potentiel de gains obtenu en convertissant sa petite exploitation pour produire des cultures à forte valeur.

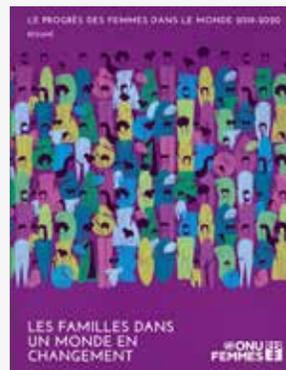


ENCADRÉ : LE PROGRÈS DES FEMMES DANS LE MONDE 2019 : LES FAMILLES DANS UN MONDE EN CHANGEMENT

LE RAPPORT D'ONU FEMMES INTITULÉ LE PROGRÈS DES FEMMES DANS LE MONDE PRÉSENTE UNE ANALYSE PROSPECTIVE DES ENJEUX QUI ONT UNE PORTÉE DÉTERMINANTE SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES À L'ÉCHELLE MONDIALE. L'édition de 2019 n'y fait pas exception et se penche sur le thème des « Familles dans un monde en changement ». Le rapport soulève la question suivante : quel soutien les lois, les politiques et l'action publique peuvent-elles apporter aux ménages et aux familles pour que les femmes puissent réaliser leurs droits en matière d'accès aux ressources, d'intégrité corporelle et d'expression ?

Le rapport fait état des différents comportements qu'adoptent les familles pour promouvoir ou détruire les chances des femmes et des filles de réaliser leurs droits. Certaines familles offrent amour et soins, mais d'autres répriment les droits et les voix. Dans les pires des cas, elles sont la source de violences potentiellement fatales.

Les familles sont diversifiées et ont besoin de l'appui de la société pour s'assurer que tous leurs membres puissent s'épanouir. Le rapport appelle à l'adoption d'un programme politique complet axé sur l'égalité des sexes



et tenant compte des besoins des familles. Il envisage des familles qui sont un havre d'égalité et de justice, où les femmes peuvent prendre des décisions, s'exprimer et bénéficier d'une sécurité économique et physique. Une série de recommandations récapitule les prochaines étapes essentielles à mettre en œuvre, telles

que l'élimination de la discrimination dans la loi, la prise en compte des diversités des familles dans les lois et les politiques, la mise en place de dispositifs de protection sociale tenant compte des questions de genre et la réalisation d'investissements dans les services de prise en charge.

Photo : Une femme au Ghana profite de services de garde d'enfants de qualité, offerts gratuitement aux marchands.



Photo : Racha Haffar, fondatrice de l'organisation tunisienne « Not for Trade » (Pas à vendre), fait partie des nombreuses jeunes activistes qui s'emploient à finaliser la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing.

PRÉPARATIFS DU 25^E ANNIVERSAIRE D'UN ACCORD HISTORIQUE



EN 2020, LE MONDE CÉLÉBRERA LE 25^E ANNIVERSAIRE DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE

MONDIALE HISTORIQUE SUR LES FEMMES qui s'est tenue à Beijing en 1995. Ce sera l'occasion d'examiner en détail ce qui a – et n'a pas – été accompli dans le cadre de l'accord négocié au cours de la conférence. Intitulé « Programme d'action de Beijing », l'accord présente des mesures à prendre dans 12 principaux domaines prioritaires.

L'anniversaire sera un point de ralliement pour insister sur l'importance de parvenir à réaliser les droits humains de toutes les femmes et de toutes les filles. Composante essentielle de la mobilisation mondiale, ONU Femmes réunira les prochaines générations d'activistes pour les droits des femmes et les défenseurs et visionnaires de l'égalité des sexes qui ont apporté une contribution majeure à la création du Programme d'action de Beijing. Collectivement, ces artisans du changement de tous âges et genres pourront s'atteler à réaliser l'autonomisation des femmes grâce à une nouvelle campagne multigénérationnelle révolutionnaire : **« GÉNÉRATION ÉGALITÉ : POUR LES DROITS DES FEMMES ET UN FUTUR ÉGALITAIRE »**. Cette campagne appellera à l'égalité salariale, à un partage équitable des tâches familiales et domestiques non rémunérées, à l'élimination du harcèlement sexuel et de toutes les

formes de violence contre les femmes et les filles, à la prestation de services de soins de santé adaptés et à une participation égale aux prises de décisions dans la sphère politique et dans tous les autres domaines de la vie quotidienne.

L'anniversaire sera marqué par une série d'examen nationaux et régionaux. En 2019, ces examens étaient déjà en cours, sous la coordination d'ONU Femmes en partenariat avec des institutions nationales ainsi qu'avec les commissions économiques et sociales des Nations Unies au niveau des régions. Les examens analyseront les progrès accomplis et les difficultés qui se posent dans la prise des engagements du Programme d'action de Beijing, notamment ceux qui pourraient influencer l'accomplissement du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

En **JORDANIE** par exemple, ONU Femmes a soutenu un examen national parallèlement à l'élaboration de la prochaine stratégie nationale en faveur des femmes. Un comité de pilotage national pour **L'ASIE ET LE PACIFIQUE** reliera les organisations régionales et sous-régionales de la société civile et servira d'intermédiaire pour inscrire les diverses contributions dans l'examen régional. Pour mobiliser la prochaine génération, une Conférence de Beijing pour les jeunes femmes s'adressant aux femmes de 25 ans et moins est prévue en **AFRIQUE**.

Aperçu des principaux résultats d'ONU Femmes en 2018

Leadership et gouvernance

44

lois ont été adoptées ou réformées pour renforcer les droits des femmes dans **25 PAYS**

Plus de

18.000

employés de systèmes de justice ont suivi une formation portant sur les normes relatives aux droits humains des femmes dans **54 PAYS**

Près de

5.200

personnes ont suivi des formations pour améliorer la collecte et l'utilisation de données sur le genre

Plus de

10.000

futures femmes leaders ont suivi des formations pour se présenter à des élections

21

mécanismes nationaux de femmes et

211

organisations de femmes disposent de capacités supplémentaires leur permettant de promouvoir et d'assurer le suivi des plans et des budgets tenant compte des questions de genre plus efficacement

Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles

48 PAYS

ont adopté le Paquet de services essentiels, qui permet d'apporter un soutien amélioré et plus coordonné aux femmes et aux filles victimes de violences



Plus de

2,2

millions de praticiens ont accédé au Centre de connaissances virtuelles pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



8

nouvelles villes ont lancé des initiatives visant à prévenir les actes de harcèlement sexuel infligés aux femmes dans les lieux publics et à apprendre à y faire face

Normes et standards mondiaux



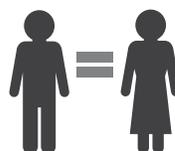
Plus de

5 200

représentants de la société civile issus de plus de

640

organisations réparties dans **137 PAYS** ont participé à la 63^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW) en mars **2019**



Sous la direction d'ONU Femmes,

83 POUR CENT

des équipes de pays des Nations Unies ont soumis des rapports au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes dirigé par ONU Femmes

Autonomisation économique



Plus de
50.000
femmes bénéficient
d'un accès étendu
à des ressources
productives et d'un
contrôle accru sur ces
ressources dans
26 PAYS

Plus de
23.000
femmes
entrepreneures
peuvent désormais
accéder plus
facilement à des
services financiers
dans **25 PAYS**



273
partenaires ont
élaboré et/ou mis en
œuvre des politiques
d'approvisionnement
qui privilégient les
entreprises que
possèdent et dirigent
des femmes

385
sociétés ont signé
les Principes
d'autonomisation des
femmes, ce qui porte
le total à
2.082
sociétés

Les femmes, la paix et la sécurité, l'action humanitaire et la réduction des risques de catastrophe

76,5 POUR CENT

des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'autres documents clés comprenaient des références aux femmes, à la paix et à la sécurité

Plus de
65
millions de personnes
vivent dans
39 PAYS
où les activités de
réduction des risques
de catastrophe
permettent de mieux
identifier et répondre
aux besoins des
femmes et des filles
et de les inclure

325.500
femmes et filles
ont reçu une aide
humanitaire et
bénéficié d'initiatives
de réduction
des risques de
catastrophe et de
résilience dans
48 PAYS



Les victimes de violences sexuelles
dans **12 PAYS**
touchés par des conflits bénéficient
d'un accès étendu à la justice grâce
au déploiement de
31
experts

Communications et plaidoyer

8,2
millions d'abonnés sur
les médias sociaux couvrant
106 comptes dans 17 langues



33.000
mentions
d'ONU Femmes
dans l'actualité

Nouvelles
AMBASSADRICES
de bonne volonté
d'ONU Femmes :
Jaha Dukureh
Danai Gurira
Marta Vieira da Silva

LES FEMMES OUVRENT LA VOIE



Des femmes sont réunies dans l'un des plus anciens pensionnats islamiques en Indonésie pour partager leurs expériences de promotion de la paix dans leurs communautés.

IL S'AGIT D'UN ACCORD MONDIAL DE LONGUE DURÉE : LES FEMMES ONT LE DROIT DE FAIRE PARTIE DES INSTITUTIONS POLITIQUES ET D'Y OCCUPER DES POSTES DE DIRECTION.

En reconnaissance de ce droit, plus de pays que jamais auparavant ont promu la parité au sein des parlements, des administrations locales et des partis politiques, de même que l'ONU dans ses échelons supérieurs. Toutefois, beaucoup reste à faire si nous souhaitons que ce droit se réalise pleinement à notre époque. ONU Femmes collabore avec les systèmes législatifs, les organes de gestion électorale, les réseaux de femmes et d'autres entités des Nations Unies pour mettre fin aux stéréotypes qui empêchent les femmes d'accéder à des fonctions de leadership, pour accroître le nombre de femmes leaders et pour renforcer leurs compétences et leurs capacités. Nous aidons les pays à mener leurs activités de planification et de budgétisation sur la base des principes d'égalité des sexes, à mesurer leurs progrès grâce à des données plus fiables sur la parité entre les sexes et à garantir l'égalité en vertu de la loi.

REVENDEICATION DU RÔLE LÉGITIME DES FEMMES DANS LA POLITIQUE

La **TUNISIE** traverse sa deuxième révolution depuis quelques années : une révolution des femmes. À la fermeture des bureaux de vote pour les élections locales en 2018, les femmes avaient obtenu 47 pour cent des sièges - de loin la plus importante proportion dans les États arabes et l'une des plus élevées au monde. À l'approche des élections, ONU Femmes a fait preuve d'un soutien indéfectible en faveur de la réalisation des droits des femmes à participer à la politique. Après avoir collaboré avec des défenseurs des droits des femmes et d'autres activistes pour promouvoir une

loi électorale en 2016 exigeant la parité sur les listes électorales, des formations ont permis aux femmes candidates de développer des compétences dans le cadre de leur candidature et de se faire élire. Les candidates ont également bénéficié d'une étude soutenue par ONU Femmes sur les électrices, qui leur a fourni des informations utiles pour élaborer des campagnes attrayantes ; sans compter que 75 observateurs électoraux ont été déployés dans le cadre d'activités de suivi d'élections sensibles aux questions de genre afin d'identifier les obstacles à la participation des femmes.

Lors des élections générales de 2018 au **ZIMBABWE**, ONU Femmes a rassemblé tous les acteurs concernés (dont des ministères gouvernementaux, des universitaires, des groupes de la société civile, des défenseurs de l'égalité des sexes, des agents de sécurité, des parlementaires et des commissions indépendantes sur le genre et les droits humains) au sein d'un « Observatoire du genre ». Première institution en son genre dans le pays, l'observatoire s'est appuyé sur l'expérience mondiale d'ONU Femmes en matière d'intégration des questions de genre dans le cycle électoral. Chaque observateur était chargé d'encourager la participation des femmes, de mieux comprendre les droits et les rôles égaux des femmes dans les élections et d'assurer un suivi des obstacles susceptibles de se présenter.

À LA FERMETURE DES BUREAUX DE VOTE POUR LES ÉLECTIONS LOCALES EN 2018, LES FEMMES AVAIENT OBTENU 47 POUR CENT DES SIÈGES - DE LOIN LA PLUS IMPORTANTE PROPORTION DANS LES ÉTATS ARABES ET L'UNE DES PLUS ÉLEVÉES AU MONDE.



Photo : Les juges Lisa Ramsumair-Hinds et Judith Jones à Trinité-et-Tobago et la juge Maureen Rainauth-Lee de la cour de justice des Caraïbes supervisent des formations visant à sensibiliser davantage les auxiliaires de justice aux questions de genre.

PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI ET LA JUSTICE

Plus de 2,5 milliards de femmes et de filles dans le monde souffrent des conséquences de lois discriminatoires et de lacunes en matière de protection juridique. En 2019, ONU Femmes a rejoint d'autres éminentes organisations internationales et régionales pour déployer une feuille de route visant à éliminer les lois discriminatoires. Cette feuille de route appelle à accélérer l'abrogation de ces lois dans 100 pays d'ici à 2023, en supprimant certains des obstacles juridiques les plus flagrants. Entre autres questions prioritaires, plus de 50 millions de femmes et de filles ne seront plus sujettes à des dispositions juridiques prévoyant par exemple qu'elles doivent percevoir des salaires inférieurs ou qu'elles ne peuvent pas bénéficier d'une citoyenneté à part entière. L'initiative s'appuiera sur l'expérience mondiale étendue qu'ONU Femmes a acquise dans le cadre de son travail avec les pays afin de « niveler la loi ». En 2018, l'**UKRAINE** a bénéficié d'une assistance lui permettant d'abroger des dispositions discriminatoires contre les femmes dans les forces armées. Des femmes avocates en **AFGHANISTAN** ont acquis des compétences en réalisation d'analyses et d'activités de plaidoyer tenant compte des questions de genre.

Dans l'ensemble des **ÉTATS ARABES**, des réformes législatives sont promulguées pour protéger les droits des femmes, mais il est encore

fréquent que la loi n'assure pas que les femmes et les filles jouissent de leurs droits. En 2018, ONU Femmes a réuni près de 200 experts des questions de genre, activistes en faveur de l'égalité des sexes, législateurs, juristes et fonctionnaires gouvernementaux pour débattre des mesures à prendre afin d'éliminer la discrimination dans les lois et les politiques. L'événement faisait suite à la publication d'une étude sponsorisée par ONU Femmes consacrée aux lois et aux politiques dans 18 pays arabes. L'étude a été réalisée avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale. Représentant l'une des évaluations les plus complètes jamais effectuées sur ces questions, l'étude a apporté des éclaircissements extrêmement utiles sur l'égalité des sexes dans les constitutions et dans diverses lois. Les conclusions fournissent des faits probants solides favorisant une prise d'action future. Par exemple, aucun des 18 pays n'accorde aux femmes des droits égaux en matière de mariage, de divorce et de droits de tutelle et de garde d'enfants.

Suite à la présentation par ONU Femmes d'une pratique avérée appliquée au Mexique, **TRINITÉ-ET-TOBAGO** est devenue le premier des quatre pays des Caraïbes à établir un

Protocole sur l'égalité des sexes pour ses agents du système judiciaire. Ce protocole contient des orientations détaillées afin de s'assurer que les femmes peuvent accéder à la justice, non seulement en théorie, mais également dans la pratique. En appliquant ce protocole, les agents du système judiciaire peuvent mieux gérer les difficultés auxquelles certaines femmes sont confrontées dans leur accès aux tribunaux, par exemple, lorsqu'elles ne peuvent pas se présenter parce qu'elles n'ont pas de solution pour faire garder leurs enfants. Les agents ont indiqué qu'ils étaient mieux informés pour pouvoir protéger les droits des femmes dans les affaires impliquant l'établissement d'une pension alimentaire pour les enfants et dans les cas de violence basée sur le genre.

En **INDONÉSIE**, ONU Femmes a soutenu l'élaboration d'un module de formation qui aide les juges à éviter d'adopter des attitudes discriminatoires et des comportements présentant des stéréotypes de genre lorsqu'ils se prononcent sur des affaires impliquant des femmes en conflit avec la loi. Le module a été adopté et testé par la Cour suprême d'Indonésie, qui s'est engagée à l'institutionnaliser dans les formations des juges en exercice.

CHANGEMENT DES INSTITUTIONS POUR FAIRE AVANCER L'ÉGALITÉ

Dans l'ensemble des **NATIONS UNIES**, ONU Femmes coordonne des actions en faveur de l'avancement de l'égalité des sexes, en renforçant leur dynamique à de nombreux niveaux. En 2018, la parité entre les sexes a été atteinte pour la première fois au sein du groupe de la haute direction des Nations Unies et parmi les coordinateurs résidents qui supervisent les opérations au niveau des pays. Suite à des consultations étendues, ONU Femmes a publié les *Directives pour un environnement habilitant et les Directives supplémentaires*. Ces directives prévoient des recommandations complètes pour promouvoir un environnement de travail où priment l'inclusivité, la diversité et l'égalité. Un réseau de plus de 200 points focaux genre plaide continuellement en faveur de l'avancement des femmes dans les organisations individuelles.

Des cadres de redevabilité actualisés ont permis d'intégrer le genre dans les entités des Nations Unies et dans les équipes de pays en s'appuyant sur le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies (ONU-SWAP) de deuxième génération pour l'égalité des sexes

UN RÉSEAU DE PLUS DE 200 POINTS FOCALUX GENRE PLAIDE CONTINUELLEMENT EN FAVEUR DE L'AVANCEMENT DES FEMMES DANS LES ORGANISATIONS INDIVIDUELLES.

et l'autonomisation des femmes, ainsi que sur le tableau de bord de l'égalité des sexes de l'UNCT-SWAP. Les mises à jour ont rapproché les cadres et les réformes prioritaires des Nations Unies, notamment par de nouvelles orientations applicables à l'Agenda 2030. Soixante-six entités des Nations Unies ont présenté leurs indicateurs de performance dans le cadre de l'ONU-SWAP actualisé ; 24 équipes de pays des Nations Unies ont utilisé le tableau de bord actualisé. Trente-deux équipes ont testé ONU INFO, qui comprend un marqueur de genre obligatoire pour s'assurer que les dépenses correspondent aux engagements pris en faveur de l'égalité des sexes.

ONU Femmes œuvre pour également changer les institutions au sein des gouvernements nationaux. Dans le cadre d'un partenariat avec l'Assemblée législative, le ministère de la Justice et l'Association des

maïresses et des conseillères en **BOLIVIE**, des rassemblements régionaux et nationaux ont été organisés, réunissant plus de 20.000 femmes. Les réunions ont permis de partager des informations sur les normes et les standards internationaux, que les femmes ont utilisées pour élaborer un programme national visant à démanteler le patriarcat. Le président bolivien a mis en place un cabinet chargé de mettre en œuvre le programme, qui prévoit des mesures pour réaliser les droits des femmes, selon sept piliers. Parmi les premières priorités figurent une amélioration de l'intégration de l'égalité des sexes dans les plans de développement régionaux et locaux, une pleine et entière prise en compte des contributions économiques des femmes au budget national et l'adoption d'une loi pour protéger les droits sexuels et reproductifs.

À L'ÉCOUTE DE TOUTES LES VOIX

Alors que la **RÉPUBLIQUE DE SERBIE** préparait son quatrième rapport sur les efforts nationaux déployés pour assurer la conformité du pays avec la Convention sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes (CEDAW), ONU Femmes a œuvré avec des organisations non gouvernementales de femmes à la rédaction de rapports « alternatifs » parallèles qui ont activement encouragé la participation des femmes fréquemment exclues de ces discussions : les femmes rurales,

les femmes âgées, les femmes en situation de handicap et les femmes roms. Après avoir examiné les rapports, le Comité des Nations Unies qui supervise la CEDAW a exhorté le gouvernement serbe à prendre des mesures pour parvenir à la représentation paritaire de toutes les femmes dans tous les domaines de la vie publique et politique, pour fournir une aide juridique gratuite dans toutes les affaires de discrimination basée sur le genre et pour renforcer la prévention de la violence basée sur le genre et les interventions y afférentes.

En vue d'étendre les capacités d'expression des femmes dans les médias en **RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**, où la plupart des journalistes sont des hommes et les stéréotypes de genre sont répandus, ONU Femmes a dispensé des formations portant sur la rédaction de rapports dans lesquels est représentée la parité entre les sexes. Elle a également soutenu la création d'un réseau de journalistes qui se sont engagés à publier des contenus exempts de sexisme.

Le Fonds pour l'égalité des sexes

Le Fonds pour l'égalité des sexes est le mécanisme d'octroi de subventions d'ONU Femmes et le fonds multidonateurs en soutien au rôle clé de la société civile dans le cadre de la réalisation des ODD. Le Fonds a pour but d'accélérer l'autonomisation économique et politique des femmes.



EN 2018, LE FONDS A GÉRÉ 25 PROJETS, D'UNE VALEUR DE 7,6 MILLIONS DE DOLLARS US, ATTEIGNANT 82.000 BÉNÉFICIAIRES DIRECTS.

En **ALBANIE**, à l'issue d'une campagne de plaidoyer de plusieurs années dirigée par l'Association pour la sécurité des femmes et la paix (AWSP), le gouvernement a adopté le premier Plan d'action nationale au titre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité. À ce jour, cette adoption a déjà permis d'augmenter le nombre de femmes occupant des postes de direction dans la police étatique et au ministère de la Défense. L'AWSP est parvenue à réunir des groupes de la société civile autrefois fragmentés autour de la première coalition nationale sur la résolution 1325. Elle teste actuellement de nouvelles approches pour renforcer les capacités de la coalition afin de mener un suivi de la mise en œuvre du plan national et de sensibiliser davantage le public.

Aux **SAMOA**, grâce au soutien du Groupe d'appui aux victimes des Samoa (SVSG), les femmes nofotanes autrefois marginalisées – les femmes étaient mariées à des hommes de villages différents, vivaient avec leurs beaux-parents, et étaient souvent exploitées en tant que servantes domestiques – ont bénéficié d'un accès amélioré à des

emplois durables. Le SVSG a dispensé des formations portant sur les moyens de subsistance à près de 5.200 femmes nofotanes de 182 villages, puis il les a mises en rapport avec le marché du travail et a sensibilisé 630 employeurs sur leurs responsabilités juridiques relatives au recrutement de ces femmes. Aujourd'hui, les femmes nofotanes bénéficient d'une présence accrue à des postes productifs et sûrs et qui leur fournissent des revenus équitables.

Grâce au soutien du Fonds, des organisations dirigées par des femmes provenant d'une poignée de pays ont appris à appliquer des outils de conception axés sur les personnes pour renforcer l'engagement parmi les participantes au projet. Au **PARAGUAY**, par exemple, le Centro de Documentación y Estudios a contribué à l'établissement d'un programme radio produit et dirigé par des travailleuses domestiques. C'est ainsi que le nombre de femmes envisageant d'adhérer à des organisations de travailleurs domestiques a augmenté de 40 pour cent en seulement cinq semaines.

Photo : Le lancement du premier plan d'action nationale en Albanie concernant la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité a déjà permis à un plus grand nombre de femmes d'occuper des postes de direction dans les forces de police.

Des investissements efficaces

TENIR COMPTE DE TOUTES LES FEMMES ET DE TOUTES LES FILLES

Qui aide ONU Femmes à faire en sorte que toutes les femmes et toutes les filles soient prises en compte ?

Nos partenaires comprennent les gouvernements de l'Australie, des États-Unis, de l'Irlande, du Mexique, du Royaume-Uni et de la Suède, ainsi qu'Alwaleed Philanthropies, Alibaba, la fondation Bill et Melinda Gates et Revlon.

Photo : Des dossiers de suivi détaillés de la production et des ventes de cultures permettent aux agricultrices brésiliennes telles que Glorinha Dantas de Paula Pereira de connaître la véritable valeur de leurs produits.



LES CHIFFRES EN DISENT LONG – OU PEUT-ÊTRE PAS, S’ILS NE SONT PAS DISPONIBLES, comme c’est le cas des données statistiques ventilées par sexe dans maintes régions du monde. Trop souvent, les statistiques ne mesurent pas les problèmes et les obstacles spécifiques auxquels se heurtent les femmes, les hommes, les garçons et les filles, par exemple, la raison pour laquelle les femmes participent ou non au marché du travail et l’ampleur réelle du problème de la violence domestique.

ONU Femmes dirige une initiative mondiale intitulée « Make Every Woman and Girl Count » (Tenir compte de toutes les femmes et de toutes les filles), qui mobilise une expertise technique considérable et plusieurs partenaires influents. Le but du programme est d’obtenir des données qui relatent les expériences des femmes et des filles, dans tous les domaines, et d’orienter les choix politiques et budgétaires vers une accélération de la réalisation de l’égalité des sexes.

Par exemple, la collaboration avec la Banque mondiale a permis d’obtenir les toutes premières estimations mondiales sur la pauvreté, ventilées par sexe. Le partenariat avec l’Organisation internationale du Travail (OIT) a fait ressortir de nouveaux chiffres sur les taux de participation au marché du travail dans 88 pays, qui sont ventilés par sexe et selon la situation familiale. Cet exercice a fourni certains des premiers éléments factuels prouvant que le mariage, bien souvent associé au lourd fardeau que représentent les tâches familiales et domestiques non rémunérées, bloque l’accès des femmes au marché du travail.

En 2018, ONU Femmes a rejoint le gouvernement du **MEXIQUE** pour lancer le Centre d’excellence sur les statistiques ventilées par sexe, qui repousseront les limites des statistiques ventilées par sexe à l’échelle mondiale en partageant la recherche et les innovations. Le Mexique a également organisé la première Conférence mondiale sur l’égalité des sexes et la mesure des tâches familiales et domestiques non rémunérées, tenant lieu d’échange dynamique sur les questions de genre, sur les données et sur les objectifs mondiaux entre les représentants d’agences statistiques nationales, des experts internationaux et d’éminents universitaires. La **COLOMBIE** fait partie des pays déjà engagés dans un nouvel accord national sur des mesures innovantes à prendre en matière de genre permettant de déterminer le statut des femmes en fonction de leur niveau de revenus.

Dans le cadre de l’initiative « Make Every Woman and Girl Count », six pays pilotes – le Bangladesh, le Kenya, le Maroc, le Népal, l’Ouganda et la Tanzanie – ont effectué des évaluations nationales sur les statistiques ventilées par sexe en 2018. Le **KENYA**, par exemple, s’est engagé à intégrer la dimension du genre dans toutes les activités de collecte de données, y compris au niveau national, où les gouvernements assument un rôle central dans la prise des décisions liées aux services publics.

L'AUTONOMISATION À TRAVERS LES ÉCONOMIES



Tukuri Marie Chantal, une membre active d'une coopérative au Cameroun, se prépare à accéder à des marchés étendus et à des opportunités économiques dans le cadre de la construction d'une nouvelle route.

DES EMPLOIS ET DES SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE DÉCENTS SONT ESSENTIELS POUR RÉALISER LES DROITS DES FEMMES ET AMÉLIORER LEUR BIEN-ÊTRE, AINSI QUE POUR RENFORCER LA PRODUCTIVITÉ DES ÉCONOMIES DANS LEUR ENSEMBLE.

Pourtant, les femmes continuent d'occuper une part disproportionnée des emplois aux conditions médiocres, d'être lésées par des disparités salariales établies de longue date entre les hommes et les femmes et d'assumer un volume inéquitable de tâches familiales et domestiques non rémunérées. En réunissant une diversité de partenariats, des groupes de femmes locales jusqu'à des banques de développement internationales, ONU Femmes permet à davantage de femmes de bénéficier des possibilités et des actifs économiques disponibles. Nos efforts se concentrent avant tout sur la prise en compte des femmes les plus marginalisées et les moins protégées, dont les travailleuses domestiques et les petites agricultrices. De manière générale, en faisant évoluer la formulation des politiques nationales et des normes mondiales, nous remettons en cause les tendances existantes dans les économies qui continuent de perpétuer l'exclusion des femmes.

PRISE EN COMPTE DES PLUS MARGINALISÉES

Les femmes situées en marge de la société commencent souvent à nourrir l'espoir d'une vie meilleure une fois qu'elles s'organisent entre elles pour revendiquer leurs droits. Au **CAP-VERT**, plus d'un quart des femmes employées comme travailleuses domestiques ont du mal à joindre les deux bouts. La plupart d'entre elles ne disposent pas de contrats ou d'une protection sociale telle qu'une allocation de retraite. Mais elles ont commencé à revendiquer leur droit à des emplois décents avec l'aide de l'Association des employés domestiques du Cap-Vert. Avec l'appui d'ONU Femmes, l'Alliance relie aujourd'hui 13.000 travailleurs à l'échelle nationale. En 2018, l'Association a travaillé en collaboration étroite avec des fonctionnaires gouvernementaux afin d'élaborer des réglementations en faveur des travailleuses domestiques, conformément aux engagements internationaux pris au titre de la CEDAW et aux conventions de l'OIT. Des femmes qui étaient autrefois exposées à des pratiques d'exploitation bénéficient désormais de règles régissant les conditions de leurs contrats et de normes de

protection définissant leurs heures de travail, leurs salaires et leurs congés.

La prise en compte des femmes marginalisées au **CAMEROUN** a été liée à un projet de construction de route en zone rurale, lancé par le gouvernement avec des fonds de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale. Compte tenu des prévisions d'une hausse substantielle des échanges commerciaux et de la population, ONU Femmes soutient la formation de 20.000 femmes vivant le long de la route pour qu'elles acquièrent des compétences financières et entrepreneuriales et pour améliorer leurs connaissances en techniques agricoles et ainsi répondre à la demande de nouveaux marchés.

Dans le cadre du programme « Marchés pour le changement » d'ONU Femmes, les vendeuses au marché dans les communautés rurales reculées des **FIDJI, DES ÎLES SALOMON ET DE VANUATU** ont créé 19 associations de marchands comptant plus de 7.500 adhérents, afin de se faire entendre pour assurer

la sécurité et la bonne gestion des marchés. Plus de 2.500 femmes ont suivi des formations à l'acquisition de compétences financières et sur les pratiques commerciales. Plus de 1.000 femmes ont appris de nouvelles pratiques agricoles pour améliorer les produits qu'elles vendent sur les marchés.

Pour un grand nombre de femmes, la migration en quête d'un travail est un choix qui leur donne plus d'autonomie, mais beaucoup d'autres se retrouvent exposées à une multitude de risques et de violations de leurs droits humains, y compris des conditions de travail abusives. En 2018, le premier projet international visant à assurer une migration sûre a été convenu : le Pacte mondial pour la migration. Suite aux efforts d'ONU Femmes et à l'engagement pris par les États membres de l'ONU et d'autres acteurs, le Pacte mondial repose sur des principes prévoyant des approches sensibles aux droits humains et aux questions de genre et contient des dispositions pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.



APPEL À DES ÉCONOMIES INCLUSIVES

De par le monde, la croissance des inégalités économiques devient de plus en plus la norme, renforcée par la stagnation des salaires et la médiocrité des conditions de travail, entre autres facteurs. Pourtant, les solutions proposées consistent principalement à donner plus de flexibilité aux employeurs, même au détriment des droits des travailleurs, et à réduire les impôts des sociétés et des plus nantis. En 2019, ONU Femmes a appelé le **MONDE** à examiner les raisons pour lesquelles les modèles économiques actuels n'ont pas réussi à tenir compte de la dimension d'inclusivité tenant compte du genre. Le recueil de réflexions rédigé par d'éminentes économistes féministes, « *Gender Equality and Inclusive Growth: Economic Policies to Achieve Sustainable Development* », examine ce que pourraient être des économies favorisant réellement l'égalité des sexes. Le recueil préconise des tendances de croissance qui « égalisent », notamment en créant des emplois décents et productifs pour toutes les femmes et tous les hommes, et en éliminant le volume

discriminatoire de tâches familiales et domestiques non rémunérées qui pèse sur les femmes et les filles. La prévention d'une inclusion néfaste revient à appliquer les principes des droits humains pour orienter toutes les politiques commerciales, industrielles, macroéconomiques, financières et d'investissements.

En **ÉTHIOPIE**, ONU Femmes joue un rôle actif dans la formulation de la politique économique nationale et dans la transformation des économies locales afin d'offrir davantage d'opportunités aux femmes. Le partenariat avec la Banque mondiale et d'autres donateurs majeurs a permis d'intégrer pour la première fois les questions de genre dans l'évaluation 2019 des dépenses publiques nationales et de la redevabilité financière, en s'appuyant sur une analyse des disparités entre les hommes et les femmes soutenue par ONU Femmes. Une collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI) a permis d'attirer l'attention de hauts représentants au ministère des Finances sur

de nouveaux éléments factuels concernant l'incalculable contribution que l'égalité des sexes peut apporter à la croissance économique.

En parallèle, ONU Femmes a aidé à diriger une initiative coordonnée des Nations Unies pour renforcer les moyens de subsistance des petites agricultrices, atteignant ainsi directement les femmes dans des zones rurales reculées et pauvres. Jusqu'ici, près de 3.000 femmes ont suivi des formations aux techniques de plantation qui leur ont permis d'améliorer leur productivité, de renforcer leur sécurité alimentaire et d'augmenter leurs revenus. Des coopératives locales dirigées par des femmes enseignent les compétences de leadership et de gestion – et permettent aux femmes de regrouper leurs ressources pour acheter du matériel, par exemple des tracteurs. Les avantages du programme ne se limitent pas du tout à ces femmes, car ils touchent également 14.000 membres de leurs familles et 32.000 membres de communautés.



RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Dans le cadre de son Programme mondial phare sur l'agriculture climato-intelligente, ONU Femmes a testé la plateforme innovante « Buy from Women » (Achetez auprès des femmes). Un système ERP libre (Enterprise Resource Planning), aussi appelé Progiciel de gestion intégré (PGI), mis au point spécifiquement pour les agricultrices les aide à accéder rapidement aux informations, aux marchés et aux finances – soit tous les éléments essentiels à l'établissement d'entreprises commerciales viables. Les dossiers fonciers numériques aident les femmes à protéger leurs actifs et, grâce aux portefeuilles mobiles, elles peuvent facilement accéder à des services bancaires. Plusieurs pays

Photo, à gauche : Dans une zone rurale d'Éthiopie, Kamso Bame envisage d'installer un nouveau toit avec les gains supérieurs qu'elle perçoit grâce à des méthodes productives d'élevage de moutons. Ci-dessus : Un lieu sûr et propre pour se reposer après avoir parcouru de longues distances fait partie des nombreuses installations qui soutiennent désormais les femmes qui vendent leurs produits dans un marché aux îles Fidji.

LES FEMMES APPRENNENT DES TECHNIQUES AGRICOLES CLIMATO-INTELLIGENTES, ELLES SONT MISES EN CONTACT AVEC DES FABRICANTS ET DES EXPORTATEURS PRIVÉS PLUS IMPORTANTS ET CULTIVENT LEURS COMPÉTENCES DE MARKETING.

aujourd'hui adoptent le système, dont **HAÏTI**, où l'accent est mis sur les opportunités offertes aux femmes dans la production de cacao, au vu de la croissance mondiale de la demande dans ce secteur.

Au **SÉNÉGAL**, ONU Femmes et le groupe BNP Paribas collaborent dans le cadre d'un partenariat ciblant plus de 30.000 agricultrices dans cinq régions du pays qui sont à la merci de la pauvreté et des changements climatiques. Le programme favorise l'accès à des financements et à des ressources productives et permet aux femmes de passer à des cultures plus lucratives, comme la production du beurre de karité et de riz. Les femmes apprennent des techniques agricoles climato-intelligentes, elles sont mises

en contact avec des fabricants et des exportateurs privés plus importants et cultivent leurs compétences de marketing.

Adhérant aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, ONU Femmes a travaillé avec les gouvernements des **CARAÏBES**, des **PHILIPPINES** et de la **SERBIE** pour veiller à ce que les plans de lutte contre la dégradation des terres et la sécheresse impliquent les femmes dans les prises de décisions, renforcent leurs droits fonciers et leur accès aux ressources, intègrent l'autonomisation économique des femmes et améliorent leur accès aux connaissances et aux technologies.

Un rassemblement mondial prévoit de combler les lacunes en matière d'infrastructures et de services

ONU Femmes assume des fonctions de secrétariat qui traitent les questions de fond de la Commission de la condition de la femme, - le plus grand rassemblement mondial annuel en faveur de l'égalité des sexes.



DES REPRÉSENTANTS DE PLUS DE 163 ÉTATS ET PLUS DE 5.200 MEMBRES D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ONT PARTICIPÉ À LA 63^E SESSION, QUI A EU LIEU AU MOIS DE MARS 2019.

Au cours de deux semaines de débats intenses, des ministres, des représentants gouvernementaux et d'autres parties prenantes ont délibéré sur un programme complet dont l'objectif est de mettre en place des systèmes de protection sociale, d'accéder aux services publics et à des infrastructures durables tenant compte des questions de genre, et de promouvoir les droits des femmes et des filles. Les disparités persistantes et souvent profondes entre les sexes dans ces domaines, par exemple au niveau des allocations de retraite, des congés parentaux, des soins de santé et du secteur de l'eau et de l'assainissement, figurent parmi les obstacles les plus difficiles à surmonter pour éliminer la discrimination.

Les conclusions convenues en résultant et adoptées par les États membres fournissent aux pays une feuille de route prévoyant diverses mesures leur permettant de combler les

disparités existantes, de mettre fin à la discrimination et de répondre aux besoins des différents groupes de femmes et de filles. Ces mesures comprennent une hausse des investissements dans les systèmes de protection sociale, les services publics et les infrastructures durables, assorties de garanties que les dépenses ne seront pas affectées par des coupes budgétaires qui pourraient freiner l'évolution des progrès réalisés. Les États membres ont souligné l'importance capitale de reconnaître, de réduire et de redistribuer les tâches familiales et domestiques non rémunérées, de déployer à grande échelle des services de soins publics de qualité et abordables et de mobiliser des ressources, de renforcer la participation des femmes et d'améliorer la base d'éléments factuels. D'autres mesures ont pour but de garantir l'accès à des services de distribution d'eau et d'assainissement sûrs et abordables, d'éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles et de s'assurer que la planification des transports tient compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes ainsi que des besoins des personnes en situation de handicap et des personnes âgées.

Photo : En tant que membres de la prochaine génération, des Éclaireuses et des Guides sont venues à la Commission afin de présenter leurs perspectives en matière d'intensification des actions pour réaliser l'égalité des sexes.

Des investissements efficaces

LA PROMOTION DE « L'ÉCONOMIE DES SOINS »

Qui aide ONU Femmes à promouvoir l'économie des soins ?

Parmi les partenaires de financement figurent les gouvernements de la Finlande et de la République de Macédoine du Nord, ainsi que l'Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE).

Photo : Doroti Pachkova est la présidente de « One Can », un groupe dédié aux mères célibataires en République de Macédoine du Nord. Elle plaide en faveur d'une réduction de la stigmatisation infligée aux mères célibataires et du volume inéquitable de tâches familiales qu'assument les femmes.



PARTOUT DANS LE MONDE, LES FEMMES ASSUMENT UN VOLUME DISPROPORTIONNÉ DE TÂCHES FAMILIALES ET DOMESTIQUES, POUR TRÈS PEU DE RECONNAISSANCE OU DE COMPENSATION. De ce fait, beaucoup ont moins de possibilités d'avoir un travail rémunéré, d'échapper à la pauvreté, de faire des économies, d'obtenir une éducation, de participer à la politique ou d'avoir du temps pour se reposer et prendre soin d'elles. Dans de telles conditions, l'égalité des sexes ne se réalisera pas.

ONU Femmes a été le fer de lance d'un appel mondial à mesurer et à évaluer ce que font les femmes.

Dans la plupart des pays, outre la présomption selon laquelle les femmes devraient, sans l'ombre d'un doute, assumer les tâches familiales et dispenser d'autres soins non rémunérés, la perception de coût élevé a constitué un obstacle majeur à l'action. L'élargissement des prestations, pour offrir davantage de services de garde d'enfants ou pour accéder rapidement et en tout temps à de l'eau ou de l'électricité semble être un nouveau fardeau qui vient s'ajouter aux ressources déjà rares. Dans le cadre du travail d'ONU Femmes, le volume de données factuelles irréfutables montre toutefois que ces investissements, tout en étant considérables, offrent également un rendement avantageux.

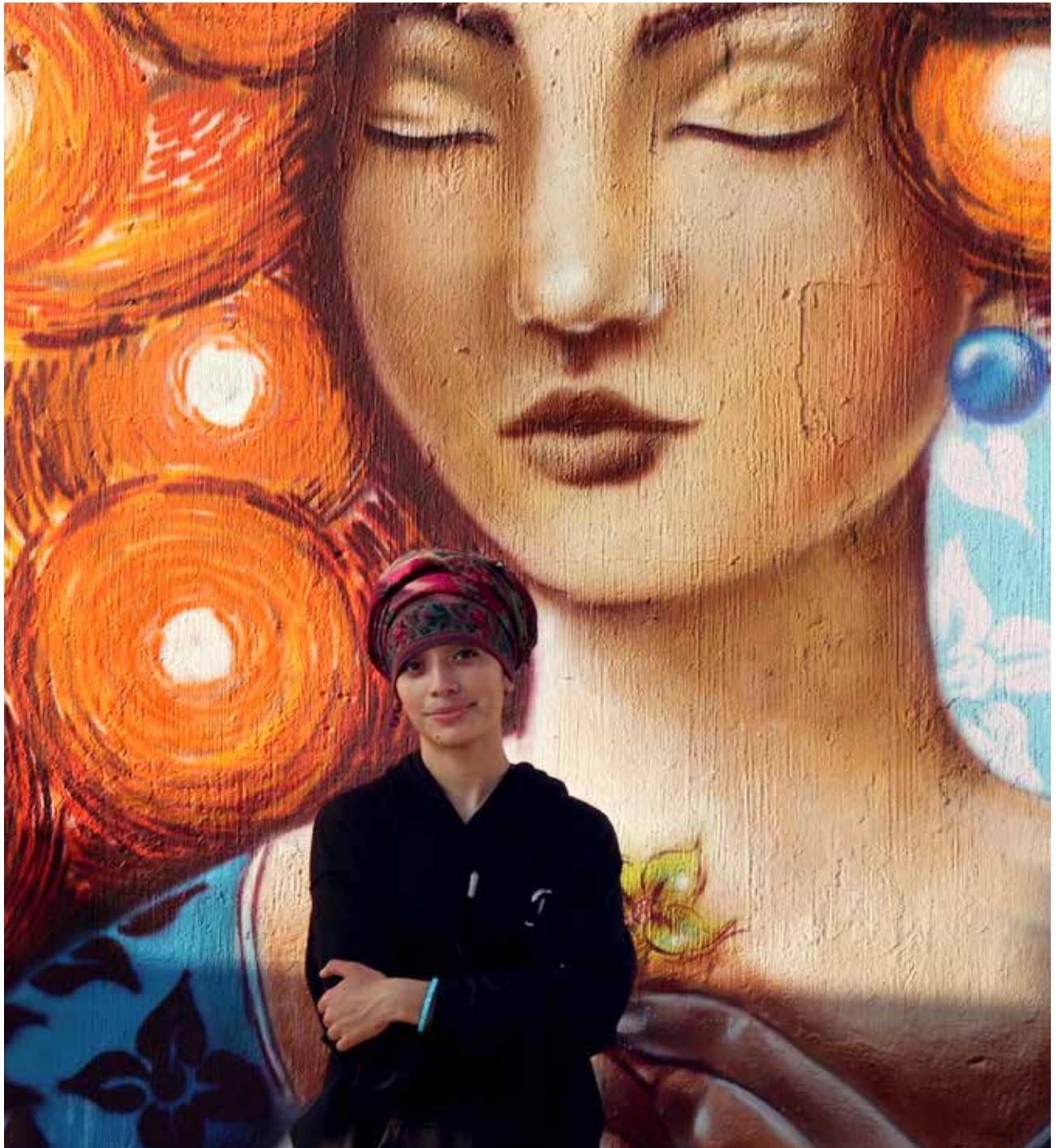
De plus en plus de pays se tournent vers ONU Femmes pour réaliser une analyse coûts-bénéfices des tâches familiales et autres soins non rémunérés afin d'orienter leurs décisions concernant les services publics et les politiques économiques. En **RÉPUBLIQUE DE MACÉDOINE DU NORD**, le gouvernement s'est engagé à planifier des investissements dans les services d'éducation de la petite enfance et de garde d'enfants, reconnaissant que, pendant des années, ces services ont été inadéquats et inexistant dans les zones rurales. Les défenseurs de l'égalité des sexes, des groupes de la société civile et des universitaires se sont donc attaqués à ce problème urgent.

Une équipe d'experts d'ONU Femmes a commencé à évaluer les coûts de l'élargissement de ces services et ses impacts économiques potentiels. Cette étude a révélé que, malgré les gros investissements de départ prévus représentant environ 3,2 pour cent du PIB annuel, de nouveaux emplois seraient créés. Ceci augmenterait le taux d'emploi global de 4 pour cent et l'emploi des femmes de 6,2 pour cent. La hausse des revenus fiscaux et des cotisations à la sécurité sociale entraînerait une croissance de 5,8 pour cent du PIB.

En d'autres termes, les investissements publics dans des services universels gratuits de garde d'enfants se financeraient eux-mêmes et ne nécessiteraient pas d'augmenter les impôts. Une mère avec deux enfants bénéficiant de 11 années de services gratuits de garde d'enfants « rembourserait » l'investissement initial en 7 à 14 ans d'emploi à temps plein avec un salaire moyen.

Une initiative similaire au **KIRGHIZISTAN** a récemment fourni les premiers éléments factuels du pays en matière d'expansion des investissements publics dans des services d'éducation de la petite enfance et de garde d'enfants. Cette initiative a amené les responsables politiques à comprendre que les dépenses publiques, consacrées aux infrastructures de protection sociale, représentaient une utilisation stratégique et intelligente des ressources afin de renforcer l'économie et d'atteindre plusieurs ODD.

UNE VIE SANS VIOLENCE



Des jeunes femmes tagueuses ont peint des fresques orange à Guatemala en soutien à ONU Femmes et à la campagne « Tous UNIS pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes ».

CHAQUE FEMME ET CHAQUE FILLE ONT LE DROIT DE MENER UNE VIE SANS VIOLENCE, MAIS, À L'ÉCHELLE MONDIALE, LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE DEMEURE LA VIOLATION LA PLUS RÉPANDUE DES DROITS HUMAINS DES FEMMES.

Cela fait longtemps qu'ONU Femmes a conscience de toutes les possibilités qu'offrent des campagnes de sensibilisation auprès de toutes les sections de la société à se mobiliser et à dire « plus jamais » aux actes de harcèlement, à la violence domestique, à la violence sexuelle et à toute autre forme de maltraitance. Nos programmes et activités de plaidoyer impliquent des organisations de femmes, le secteur privé, les écoles, les médias et des groupes de jeunes et d'hommes. Ensemble, nous établissons des services essentiels complets ainsi que des dispositifs et pratiques solides de protection juridique, conformément aux normes convenues dans les pays et à l'échelle internationale. Les campagnes de sensibilisation réunissent un nombre en croissance constante de personnes qui plaident en faveur d'un monde sans violence.

PRESTATION DE SERVICES AMÉLIORÉS

Dans le nord du **MYANMAR**, une région touchée par des conflits située le long de la frontière avec la Chine, la traite des femmes est un problème généralisé. Nombre de femmes se retrouvent mariées à des hommes en Chine ou sont forcées à avoir des enfants comme mère porteuses. Compte tenu de l'instabilité qui règne dans la région et qui vient s'ajouter à la pauvreté profondément enracinée, de nombreuses femmes sont dangereusement exposées au risque de la traite des êtres humains.

Dans l'État du Kachin, ONU Femmes a collaboré avec le gouvernement étatique, la police et des organisations locales de la société civile à l'élaboration d'un système innovant de mobilisateurs communautaires. Ceux-ci ont pour tâche de sensibiliser les femmes et les communautés aux risques de la traite des êtres humains et sont en lien avec la police, garantissant ainsi une intervention immédiate si un cas de traite se présente. En 2018, plus de 2.500 personnes de

AU MYANMAR, EN 2018, PLUS DE 2.500 PERSONNES DE COMMUNAUTÉS FRONTALIÈRES ONT PU ACCÉDER À DES INFORMATIONS SUR LA PRÉVENTION ET SUR LA MIGRATION EN TOUTE SÉCURITÉ.

communautés frontalières ont pu accéder à des informations sur la prévention et sur la migration en toute sécurité. Grâce à de nouveaux services de développement à l'acquisition de compétences en subsistance, les femmes peuvent réduire certains des risques de pauvreté en améliorant leurs revenus, notamment dans l'élevage de porcs et la pisciculture. Des services d'aide juridique et de soutien psychosocial assistent les survivantes de la traite des êtres humains à se relever et à porter leur cause devant les tribunaux, et cinq trafiquants ont été condamnés à 10 années de prison en 2018. Des initiatives similaires de lutte contre la traite des êtres humains ont été déployées au **CAMBODGE** et en **THAÏLANDE**.

Dans le cadre d'un programme régional financé par l'Union européenne, destiné à éliminer la violence à l'encontre des femmes dans les Balkans occidentaux et en Turquie, plus de 1.500 prestataires de services ont pu approfondir leurs connaissances sur la gestion des cas, la collecte de données, l'élaboration de rapports et les mécanismes d'orientation et d'intervention. Le programme relie également plus de 60 organisations de la société civile, dont celles qui représentent les femmes confrontées à de multiples formes de marginalisation. Il a soutenu la création de la première plateforme d'organisations de la société civile consacrée à la discrimination basée sur le genre et à la violence infligée aux femmes dans la région.

OFFRE D'UNE PROTECTION AMÉLIORÉE EN VERTU DE LA LOI

Au **KOSOVO**¹, ONU Femmes a coordonné des groupes de femmes et d'autres partenaires dans le cadre de la préparation de recommandations détaillées en vue de modifier le Code pénal conformément aux normes internationales, y compris la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes, appelée la « Convention d'Istanbul ». Depuis sa révision, le Code considère désormais, pour la première fois, que la violence domestique constitue un délit pénal distinct, il établit des définitions précises de tous les actes de violence domestique et prévoit des peines de prison. Contrairement aux dispositions antérieures, les auteurs de ces crimes ne peuvent plus se contenter de payer des amendes. Peu avant le lancement de

ONU FEMMES A COORDONNÉ LES EFFORTS POUR INSCRIRE LA CRIMINALISATION DU FÉMINICIDE DANS LE CODE PÉNAL RÉVISÉ.

la mise en vigueur de la nouvelle loi, ONU Femmes a aidé à introduire un cours de formation pour la police, qui a déjà été déployé dans sept grandes municipalités.

ONU Femmes s'est associée à l'Organisation des États d'Amérique ainsi qu'à son Comité d'experts de la Convention de Belm Do Pará pour élaborer un nouveau modèle de loi sur le féminicide dans les pays d'**AMÉRIQUE LATINE**. Ce modèle promeut les activités de plaidoyer afin que les nations adoptent des lois sur le féminicide si elles n'en ont toujours pas et de combler

les lacunes existantes dans les lois de 18 pays. Au **HONDURAS**, ONU Femmes a coordonné les efforts d'organisations de femmes conjointement avec le Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies pour parvenir à inscrire la criminalisation du féminicide dans le Code pénal révisé adopté en 2018. Une Commission sur le féminicide et les morts violentes de femmes, récemment créée par le gouvernement en collaboration avec la société civile, assurera un suivi de la mise en œuvre.

LA RÉOLUTION D'UN PROBLÈME ANCIEN PAR DE NOUVELLES SOLUTIONS

ONU Femmes s'est associée à Unilever en **INDE** pour créer des lieux de travail plus sûrs renforçant l'autonomisation des travailleuses dans les zones rurales. La société sait que sa capacité à prospérer dépend également de telles initiatives. En commençant par les plantations de thé dans les hautes montagnes de l'État d'Assam, les travailleuses, les responsables d'entreprises et les organisations non gouvernementales se sont réunis pour identifier les préoccupations relatives à la sécurité et pour y remédier. Parmi les nouvelles mesures prises figuraient des services de bus exclusivement réservés aux femmes pour assurer un accès sûr à leur lieu de travail et des dispositifs de signalement confidentiels pour dénoncer les cas de violence ou de harcèlement. S'appuyant sur ces expériences, ONU Femmes et Unilever ont lancé, en 2018, le Cadre mondial sur la sécurité des femmes. Ce cadre fait

ressortir les solutions efficaces en matière de prévention des actes de violence et de harcèlement à l'égard des femmes, notamment pour celles qui travaillent dans l'agriculture. Au **KENYA**, des formations à l'acquisition de compétences essentielles à la vie courante fondées sur le cadre ont déjà bénéficié à près de 4.500 élèves de 10 écoles, dont certaines situées dans des plantations de thé. Les élèves ont acquis de nouvelles connaissances leur permettant de reconnaître, de prévenir et de signaler des cas de harcèlement sexuel.

En **BOSNIE-HERZÉGOVINE**, ONU Femmes a encouragé des lycéens à proposer de nouvelles idées pour stopper la violence basée sur le genre. À l'issue d'un hackathon de 48 heures, deux innovations ont été primées. L'une implique un bracelet qui envoie un SMS d'alerte en cas de risque de violence. En collaboration avec ONU Femmes

et Networks, un accélérateur de lancement d'entreprise, l'équipe qui a créé le bracelet a mis au point un premier prototype, en partenariat avec d'autres jeunes entreprises, et ouvre actuellement une société pour en lancer la production. L'autre innovation primée était la première plateforme en ligne à fournir un soutien par les pairs et des informations spécifiquement adressées aux jeunes filles concernant la violence basée sur le genre. Le site contient des questionnaires, des actualités et des blogues, et bénéficie d'une promotion à la télévision et dans le cadre de visites dans les lycées.

Photo : Des travailleuses dans une plantation de thé en Inde unissent leurs forces pour appeler à un changement des conditions de leur lieu de travail. « Nous sommes unies. Revendiquez vos droits », scandent-elles à l'unisson.

¹ En vertu de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies.



MOBILISATION POUR ÉRADIQUER LA VIOLENCE UNE FOIS POUR TOUTES

Lors des 16 Jours d'activisme en 2018, la campagne « Tous Unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes » a galvanisé les actions mondiales de gouvernements, de forces de police, de jeunes, d'organisations de la société civile, de journalistes, d'artistes et d'un grand nombre d'autres acteurs. Sous l'égide de la campagne « Orangez le monde », le thème #HearMeToo (ÉcoutezMoiAussi) a permis d'amplifier les voix des survivantes de violence dans le cadre de plus de 500 activités menées dans 80 pays. Par exemple, le Conseil judiciaire en **ÉQUATEUR** a convenu d'entamer des échanges réguliers avec des groupes de la société civile et des groupes de femmes autour de l'élimination de la violence. Suite à un débat sur les mariages d'enfants entre la société civile et le gouvernement du **MOZAMBIQUE**, l'Assemblée nationale s'est engagée à approuver une nouvelle loi pour prévenir cette pratique.

Pour témoigner publiquement de l'engagement des pays, 54 sites emblématiques du monde entier ont été illuminés en orange, dont les Grandes pyramides de Gizeh, l'Ange de l'indépendance à Mexico, le Centre

de convention de Kigali au Rwanda et le bâtiment du Parlement européen à Bruxelles. Soixante-dix pays ont fait part des expériences qu'ils ont acquises au cours de la campagne, avec à l'appui près de 4.500 reportages. À noter que les hashtags #OrangeTheWorld et #HearMeToo ont touché plus d'un milliard de comptes sur Instagram et Twitter.

Aux **PHILIPPINES**, à **SINGAPOUR** et en **THAÏLANDE**, ONU Femmes a rejoint la célébrité Cindy Sirinya Bishop, créatrice de la campagne #DontTellMeHowToDress (Ne me dites pas comment m'habiller), pour lancer des événements présentant divers vêtements que portent des femmes lorsqu'elles se sont fait agresser. Largement couverts dans les médias régionaux et nationaux, les événements remettaient en cause le concept selon lequel l'apparence et le comportement des femmes sont à blâmer. Ils ont appelé à une prise de conscience concernant les idées fausses sur la violence sexuelle qui empêchent les victimes de se tourner vers la justice.

Dans le cadre de l'initiative Spotlight, une collaboration mondiale entre l'Union européenne

et les Nations Unies, la campagne #HerStoryOurStory a donné le coup d'envoi à un jeu vidéo en ligne qui incite les joueurs à évaluer leur comportement face à la violence. Cette initiative souligne le fait que tout le monde peut agir face à la violence.

Tout au long de l'année 2018, les mouvements #MeToo, #TimesUp, #Niunamenos, #NotOneMore, #BalanceTonPorc et #TotalShutDown ont continué à se propager dans le monde, y compris à l'Université Makerere en **UGANDA**. Des intellectuels et des étudiants se sont joints à ONU Femmes pour dénoncer les niveaux élevés d'impunité des auteurs de harcèlement sexuel, attirant l'attention du ministère de l'Éducation, des médias, des organisations de défense des droits des femmes, du Parlement et des hauts dirigeants de l'université. Tous les professeurs faisant l'objet d'allégations d'actes de harcèlement sexuel ont été suspendus dans l'attente d'une enquête et, début 2019, il a été demandé à tous les étudiants de suivre un cours préparatoire sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels.

Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

Administré par ONU Femmes pour le compte du système des Nations Unies, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes soutient les organisations de la société civile dans la prévention de la violence, l'amélioration de l'accès à des services pour les victimes et la mise en œuvre de lois et de politiques destinées à prévenir et à éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles.



EN 2018, LE FONDS A GÉRÉ 125 PROJETS DANS 70 PAYS ET TERRITOIRES, D'UNE VALEUR DE 46 MILLIONS DE DOLLARS US, ATTEIGNANT PLUS DE 7,9 MILLIONS DE PERSONNES.

Sylvester Mesa et Emily Kiragu utilisent une application développée par Physicians for Human Rights pour documenter des preuves de violences sexuelles et pour s'assurer que les victimes puissent accéder à la justice.

En 2018, le Fonds a géré 125 projets dans 70 pays et territoires, d'une valeur de 46 millions de dollars US. Par ailleurs, il a octroyé 11,1 millions de dollars US à 31 organisations, dont 9 subventions destinées à couvrir 100.000 femmes et filles en situation de handicap et 5 subventions spécifiquement destinées à répondre aux besoins des femmes et des filles déplacées de force dans le cadre de crises humanitaires.

En **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO** et au **KENYA**, Physicians for Human Rights (PHR) met en œuvre la deuxième génération d'un projet financé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour combler les lacunes existantes dans les procédures médicales et juridiques au profit des survivantes de violence sexuelle. Le programme de PHR sur la violence sexuelle dans les zones de conflit mobilise la police, le secteur de la santé, les organes de répression, le système judiciaire et d'autres parties prenantes en vue de documenter et de conserver les preuves médico-légales de violence sexuelle, afin d'assurer l'efficacité des poursuites contre les auteurs de ces crimes. Parmi les innovations figure la création d'un système électronique appelé « MediCapt », destiné à documenter les preuves de violence sexuelle. On estime que le projet a touché 83.107 femmes et filles victimes

d'actes de violence grâce au travail de 2.206 professionnels formés par PHR.

En 2018, Son Altesse Royale La Princesse Eugénie d'York a rejoint le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies dans le cadre de visites sur les sites de projets en **SERBIE** qui soutiennent les victimes de la traite des êtres humains. L'un des projets, ATINA, travaille à prévenir la traite des femmes et des filles réfugiées et aide les victimes à réintégrer la société, notamment par le biais de formations et d'opportunités en matière de développement de compétences d'entreprise dans un magasin local de bagels.

Dans le cadre du déjeuner de financement annuel du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, l'ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes Nicole Kidman a fait don de 500.000 dollars US au Fonds.

En 2018, les bénéficiaires de subventions ont soutenu près de 7,9 millions de personnes, y compris environ 385.000 femmes et filles, et près de 30.000 victimes d'actes de violence basée sur le genre. Les projets ont appuyé plus de **7.700 RÉFUGIÉS** et femmes et filles déplacées dans leur propre pays.

Des investissements efficaces

ÉLARGISSEMENT DES SERVICES ESSENTIELS POUR LA SÉCURITÉ, LE RELÈVEMENT ET LA JUSTICE

Qui aide ONU Femmes à étendre la portée des services essentiels ?

Parmi les partenaires de financement figurent les gouvernements de l'Australie et de l'Espagne.



LES FEMMES ET LES FILLES ONT LE DROIT DE MENER UNE VIE SANS VIOLENCE. Mais, tant que ce droit n'aura pas été réalisé de manière universelle, un ensemble complet de services essentiels doit être mis à la disposition des personnes touchées par la violence, où qu'elle se produise. À cette fin, ONU Femmes s'associe à quatre autres entités des Nations Unies – l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le FNUAP, le PNUD et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) – dans le cadre d'un programme mondial conjoint qui aide les pays à étendre la portée des services essentiels et à en améliorer la qualité.

Les défis à surmonter sont énormes. Les lois ne suivent pas les engagements pris en faveur des droits des femmes. Les fonds disponibles ne suffisent pas. Aujourd'hui encore, un grand nombre de femmes et de filles confrontées à la violence ne bénéficient pas même des services les plus basiques pour assurer leur sécurité, leur protection et leur relèvement, comme des soins de santé rapides, des interventions de la police, une assistance juridique, des hébergements et des abris sûrs et des conseils psychosociaux. En outre, leurs craintes et leur manque de connaissances limitent leur volonté à utiliser des services. La mauvaise coordination des différents prestataires ne permet pas de relier les victimes à tous les services indispensables à leur relèvement et pour obtenir justice.

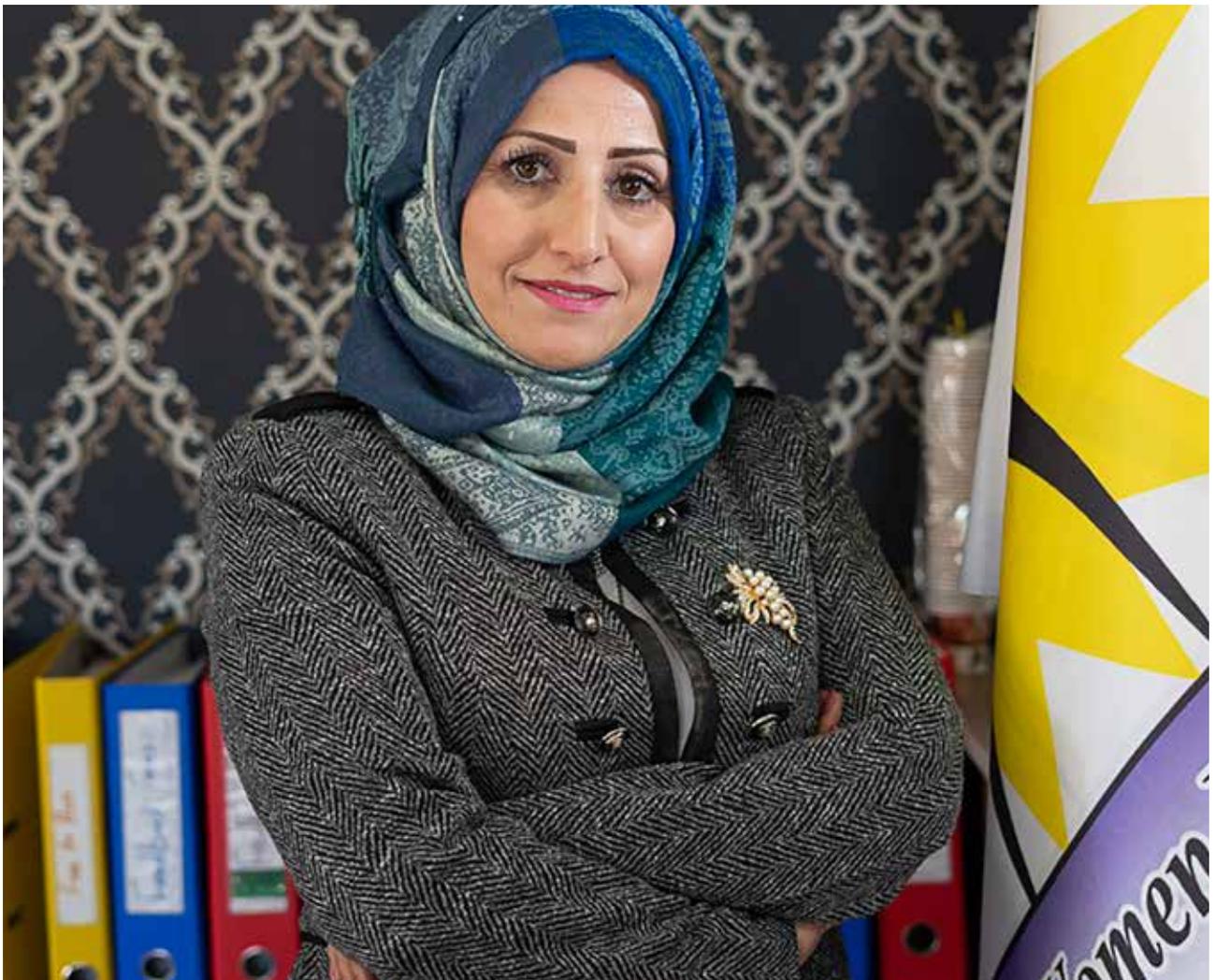
Dans 48 pays du monde, les gouvernements, la société civile et le système des Nations Unies se tournent aujourd'hui vers un cadre politique et un ensemble de normes de qualité qui ont été élaborés par le programme conjoint sur les services essentiels. Les normes permettent de veiller à ce que toutes les femmes et toutes les filles bénéficient de la même qualité de service et à ce que les services reposent sur une compréhension commune du contexte de la violence, sur la gestion des risques et sur des mesures permettant de maintenir la sécurité et la protection des victimes. Par ailleurs, les prestataires de service doivent collaborer pour alléger le plus possible les fardeaux qui pèsent sur les femmes et les filles lors des procédures de signalement, d'intervention et de relèvement.

Plusieurs pays prennent de nouvelles mesures conformément à ces normes. Suite à des formations sur la violence contre les femmes dispensées à des enquêteurs spécialisés au **GUATEMALA**, les taux d'arrestations d'auteurs de trafic sexuel ont déjà augmenté. La **TUNISIE** a formé 15.000 travailleurs de santé, soit un quart du total, aux procédures d'identification et d'intervention face à la violence, et des modules de formations ont été introduits dans le programme d'enseignement des écoles de police. Aux **ÎLES SALOMON**, des protocoles opérationnels standards et une unité spécialisée dans la gestion des cas ont permis d'améliorer considérablement la qualité des services.

Le programme de services essentiels a débouché sur la réalisation d'investissements nationaux substantiels dans l'adoption de stratégies mondialement connues sur les « meilleures pratiques », dont la mise en place d'unités spécialisées dans les systèmes de justice pénale et dans les services sociaux. Au **VIET NAM**, la province de Ben Tre a mené un projet pilote impliquant une équipe d'intervention rapide face à la violence domestique. La première en son genre dans le pays, l'équipe supervise un dispositif complet d'interventions face à la violence grâce à des services de santé, sociaux, de justice et de sécurité qui devraient bénéficier à près de 2 millions de personnes.

Photo : La commandante Abla Fazaa dirige un centre à guichet unique dans l'État de Palestine qui fournit des services complets aux victimes d'actes de violence – soins médicaux, assistance juridique, abri temporaire et protection de la police.

INTERVENTIONS FACE AUX CRISES CONSOLIDATION DE LA PAIX ET DE LA RÉSILIENCE



Madina Moussa a tout perdu lorsqu'elle a fui le conflit en Syrie. Mais elle a redonné un sens à sa vie en tant que spécialiste de la protection qui assiste et lutte pour l'autonomisation des autres femmes et des filles dans les camps de réfugiés en Irak.

DANS LE CADRE D'UNE SÉRIE DE RÉOLUTIONS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES, LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DISPOSE DÉSORMAIS D'UN PROGRAMME MONDIAL BIEN DÉFINI EN FAVEUR DES FEMMES, DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ.

En vue d'approfondir sa mise en œuvre, ONU Femmes permet aux femmes de participer aux processus de paix, de définir la paix selon leurs points de vue et de demander justice, y compris pour des actes de violence sexuelle commis dans des situations de guerre. Dans des contextes de crise - qu'ils découlent de conflits ou de catastrophes naturelles - ONU Femmes transforme le système d'aide humanitaire des Nations Unies de sorte que les efforts d'intervention et de relèvement indifférents au genre deviennent désormais des actions axées sur le genre. Les nouveaux services répondent aux besoins spécifiques des femmes, notamment en matière de soins de santé et de formations à l'acquisition de compétences. Les partenariats avec les organisations de femmes et les autorités nationales intègrent également les perspectives de genre dans les plans pour anticiper et gérer les risques de catastrophe et les efforts de relèvement.

ÉLIMINATION DES CAUSES DES CONFLITS

En collaboration étroite avec d'autres organisations des Nations Unies engagées dans le processus de paix au **SOUDAN DU SUD**, ONU Femmes a réuni des femmes de l'ensemble du pays pour préparer un dialogue national en vue de renforcer la reconstruction après le conflit. Le processus a permis de faire ressortir les préoccupations des femmes en matière d'insécurité et de difficultés économiques, et de développer leurs capacités de plaidoyer. D'autres initiatives de soutien ont aidé les femmes à participer aux activités de médiation et à présenter des analyses basées sur le genre lors des négociations de paix. L'un des résultats non négligeable a été un accord concernant la hausse du quota (de 25 à 35 pour cent) de femmes occupant des postes de direction politique et des postes de décisions dans le secteur public.

Dans le pays voisin, au **SOUDAN**, ONU Femmes a doté 3.000 femmes de cinq États du Darfour des compétences supplémentaires dont elles avaient besoin pour participer effectivement, en tant

AU SOUDAN, ONU FEMMES A DOTÉ 3.000 FEMMES DE CINQ ÉTATS DU DARFOUR DES COMPÉTENCES SUPPLÉMENTAIRES DONT ELLES AVAIENT BESOIN POUR PARTICIPER EFFECTIVEMENT, EN TANT QUE LEADERS ET ARTISANES DE LA PAIX, AUX NÉGOCIATIONS DE PAIX DANS LA RÉGION.

que leaders et artisanes de la paix, aux négociations de paix dans la région. Grâce à des activités de sensibilisation menées auprès d'éminentes femmes religieuses très respectées, les communautés ont accepté que les femmes endossent de nouveaux rôles au sein des administrations locales et étatiques. ONU Femmes et le PNUD ont collaboré pour augmenter le nombre de femmes participant aux commissions de réconciliation et de justice et, en 2018, le nombre de sièges occupés par des femmes avait augmenté, passant d'un taux nul à un tiers des sièges.

Dans l'ensemble de l'**ASIE** et du **PACIFIQUE**, ONU Femmes a promu

l'autonomisation des femmes pour prévenir l'extrémisme violent en tant que priorité régionale. Les programmes réalisés dans plusieurs pays ont fait ressortir le niveau d'efficacité des contributions des femmes à la lutte contre le radicalisme et à la promotion de la création de sociétés plus pacifiques. En 2018, l'Association des nations d'Asie du Sud-Est a adopté son premier Plan d'action pour prévenir et contrer l'intensification de la radicalisation et de l'extrémisme violent, en appelant à offrir aux femmes la possibilité d'accéder aux fonctions de leaders afin d'encourager la modération et la tolérance.



La protection des femmes réfugiées rohingyas au Bangladesh s'est améliorée grâce à des formations dispensées à plus de 100 agents de police sur le signalement de cas de violence basée sur le genre et à l'établissement d'un bureau distinct pour les femmes et les enfants.

PROTECTION DES DROITS ET DE LA JUSTICE

ONU Femmes a déployé des experts pour enquêter sur les cas de violence sexuelle et basée sur le genre auprès de la Commission des Nations Unies chargée de l'enquête en **SYRIE**, qui est rattachée au Haut-commissariat aux droits de l'homme. En 2018, la Commission a publié son premier rapport, qui documente des cas généralisés de viols, de mariages forcés, d'esclavage sexuel

et de violences – des actes infligés pour avoir enfreint la loi religieuse, y compris des cas relevant de crimes internationaux. Les conclusions du rapport jettent les bases permettant de poursuivre les auteurs de ces crimes et d'obtenir justice pour les victimes.

En collaboration avec les autorités nationales, des organisations de

femmes et le Haut-commissariat aux droits de l'homme en **COLOMBIE**, ONU Femmes a contribué à lancer de nouveaux dispositifs de protection pour les femmes dirigeantes et les défenseurs des droits humains, notamment sous forme de protocoles de sécurité plus rigoureux, qui sont prévus dans le cadre de la protection de l'accord de paix de la Colombie.

INTÉGRATION DU GENRE DANS L'ACTION HUMANITAIRE

Les femmes rohingyas qui ont fui l'insécurité au Myanmar ont trouvé refuge dans des camps de réfugiés au **BANGLADESH**. Pour s'assurer qu'elles y sont effectivement en sécurité, ONU Femmes a formé plus de 100 agents de police au signalement de cas de violence basée sur le genre, à la collecte de preuves médico-légales et à l'application de techniques d'entretiens qui respectent les droits et la dignité des victimes. Dans un camp, un bureau pour les femmes et les enfants au poste de police offre un lieu spécifiquement

réservé aux femmes afin qu'elles puissent signaler des infractions en toute sécurité. Les femmes agents de police disposent également d'un nouvel espace où elles peuvent passer la nuit et être présentes 24 h/24. Les centres de femmes établis par ONU Femmes fournissent des services essentiels ainsi que des formations à l'acquisition de compétences essentielles à la vie courante et professionnelles ainsi que sur le leadership communautaire.

En réponse à la crise en **SYRIE**, le Plan régional 2019-2020 pour les réfugiés et la résilience (Regional Refugee and Resilience Plan – 3RP) réunit des actions humanitaires et de développement en Égypte, en Irak, en Jordanie, au Liban et en Turquie. Il cible les vulnérabilités immédiates ainsi que la résilience à long terme des réfugiés et des communautés qui les accueillent. ONU Femmes a dirigé des activités destinées à incorporer les droits et les besoins des femmes dans tous les éléments d'élaboration et de mise en œuvre du plan, notamment en



En Colombie, une unité d'enregistrement mobile pour les femmes migrantes venues du Venezuela leur fournit un accès aux soins de santé et une aide au logement et vérifie si elles ont été victimes de violence basée sur le genre.

se focalisant spécifiquement sur les services essentiels, les mécanismes de protection et l'autonomisation économique. Le processus s'est largement appuyé sur des évaluations de la situation des femmes et des filles syriennes dans l'ensemble de la région. Dans le cadre d'entretiens menés auprès d'environ 1.300 femmes syriennes réparties dans sept villes, une évaluation en **TURQUIE** a par exemple fait ressortir les difficultés souvent extrêmes auxquelles elles sont confrontées pour trouver un logement, surmonter les barrières linguistiques et trouver un emploi.

En **JORDANIE**, en **IRAK** et en **TURQUIE**, un partenariat en cours avec l'Union européenne s'est focalisé sur le renforcement de la résilience des femmes en traitant les problèmes de violence et de vulnérabilité économique. Depuis son lancement en février 2018, le programme a bénéficié à plus de 16.000 réfugiés syriens et ressortissants de communautés d'accueil, principalement des femmes, grâce à tout un ensemble de services, dont des programmes de travail contre rémunération des formations professionnelles et aux moyens de subsistance, des services d'orientation en matière de protection, des services de conseils psychosociaux, une aide juridique et des activités de cohésion sociale.

Lorsque des femmes et filles migrantes et réfugiées ont fui en masse le **VENEZUELA**, ONU Femmes a aidé les pays de destination à répondre à leurs besoins. Au **BRÉSIL**, en collaboration avec le FNUAP et le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), ONU Femmes a réuni une équipe chargée de fournir des services salvateurs d'appui psychosocial, de conseils juridiques et paravocats aux migrants, aux demandeurs d'asile et aux réfugiés. De concert avec l'Organisation internationale des migrations (OIM) et le HCR, ONU Femmes a mis en place un système de transfert de fonds qui réduit les stratégies d'adaptation désespérées susceptibles d'exposer les femmes à des réseaux d'exploitation sexuelle et de traite des êtres humains. Cinq organisations des Nations Unies ont créé ensemble des centres d'autonomisation des femmes, où celles-ci peuvent apprendre leurs droits en toute sécurité, adhérer à des réseaux de sécurité, trouver des solutions pour prévenir les risques auxquels elles sont confrontées et prendre des mesures adéquates. En **ÉQUATEUR**, où les migrants sont concentrés au niveau de la frontière nord du pays, des données ventilées par sexe sont en cours de production en vue de mieux évaluer les risques d'exploitation sexuelle et de traite des êtres humains. Des maisons sûres sont à la disposition des victimes de violence basée sur le genre, et le personnel policier et militaire a suivi

des formations portant sur la violence basée sur le genre, les droits humains et l'exploitation sexuelle.

Plusieurs États insulaires du Pacifique ont été dévastés par des catastrophes naturelles en 2018. Le cyclone tropical qui a frappé **TONGA** a affecté 75 pour cent de la population. À **VANUATU**, toute la population de l'île Ambae a été évacuée en raison de risques élevés d'activité volcanique. Dans ces deux situations, ONU Femmes a mobilisé des spécialistes du genre pour fournir des kits de santé et de dignité répondant aux besoins des femmes, ainsi qu'une assistance aux victimes de violence basée sur le genre. Dans les hautes terres de **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE**, environ 1.000 femmes dans des communautés touchées par un séisme ont pu accéder à des services d'aide essentiels dans des centres communautaires dirigés par ONU Femmes. Des messages ont été envoyés par SMS à 58.000 personnes sur les moyens de protection contre la violence basée sur le genre.

ONU Femmes a publié la mise à jour du *Guide des genres pour les actions humanitaires* en 2018. Des formations basées sur le Guide ont été dispensées au personnel humanitaire de première ligne dans plus de 40 agences différentes, réparties dans 43 pays.



RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE, RÉDUCTION DES RISQUES

LES ÎLES SALOMON MOBILISENT LES FEMMES POUR LES PRÉPARER AUX RISQUES DE CATASTROPHE LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE.

En **UKRAINE**, compte tenu de l'effondrement des services d'aide sociale dans de nombreuses régions suite au conflit, ce sont les femmes qui se sont chargées de dispenser des soins aux personnes âgées, aux personnes en situation de handicap et à d'autres membres vulnérables de leurs familles. Ceci limite leurs possibilités en matière d'emploi et leur implication dans les affaires communautaires, et érode leur résilience face à la crise. Grâce à ONU Femmes, les femmes de 20 communautés ont acquis des compétences pour solliciter des autorités locales qu'elles fournissent des services adaptés aux besoins des femmes. Le processus réunit des femmes déplacées par les turbulences et celles des communautés d'accueil, aidant ainsi à nouer des liens et à surmonter

la discrimination liée à la prise de décision et aux dispositifs de soutien au niveau local.

Lors de la Conférence ministérielle asiatique de 2018 pour la réduction des risques de catastrophe, les gouvernements d'Asie se sont engagés à assigner aux femmes des rôles décisionnels dans la réduction des risques de catastrophe naturelle. Sous l'impulsion de campagnes de plaidoyer efficaces d'ONU Femmes, de groupes de la société civile et d'autres organisations des Nations Unies, un accord a également été conclu portant sur l'amélioration de la collecte de données ventilées par sexe, par âge et par handicap, sur des mesures à prendre pour réduire la violence basée sur le genre dans des situations de crise et sur des mesures garantissant la continuité des services

de santé sexuelle et reproductive. Les résultats de la conférence aideront la région à mettre en œuvre le Cadre d'action de Sendai en faveur de la réduction des risques de catastrophe de 2015, un accord mondial majeur qui prévoit des cibles et des priorités pour prévenir les risques de catastrophe existants et futurs. Une action conjointe d'ONU Femmes, du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe et de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge aux **ÎLES SALOMON** permet déjà de lutter contre les inégalités entre les sexes dans le cadre des risques climatiques, en soutenant l'intégration de nouvelles mesures dans les plans et les budgets liés aux catastrophes et en mobilisant les femmes dans les communautés autour des activités de préparation à des catastrophes.

Photo : Des femmes en Ukraine font pression pour rétablir les services sociaux qui ont été affaiblis par le conflit. L'absence de services a particulièrement affecté les personnes en situation de handicap, par exemple l'absence de bus accessibles en fauteuil roulant.

Des investissements efficaces

MOBILISATION DANS L'ACTION HUMANITAIRE GRÂCE AU PROGRAMME LEAP

Qui aide ONU Femmes à sauver des vies et à renforcer la résilience dans le cadre du programme LEAP ?

Parmi les partenaires de financement figurent le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies, la Norvège, la Suède et l'Union européenne.

Photo : Des femmes réfugiées dans des camps en Ouganda ont retrouvé confiance en elles et acquis des compétences leur permettant de plaider en faveur d'actions qui répondent à leurs besoins prioritaires.



AUJOURD'HUI, L'OUGANDA ACCUEILLE PLUS D'UN MILLION DE RÉFUGIÉS, dont plus de 800.000 ont fui le Soudan du Sud. Dans le camp de réfugiés de Bidibidi, situé dans le nord-ouest de l'Ouganda, 87 pour cent des résidents sont des femmes et des enfants. Ils ne se sont toujours pas remis du traumatisme des expériences qu'ils ont vécues.

Un grand nombre de femmes ne savent pas si elles pourront retourner chez elles un jour. Et même si le conflit est désormais derrière elles, elles continuent de faire face à des violations telles que les mariages forcés et les viols. Ces femmes sont d'autant plus vulnérables qu'elles ont très peu d'implication dans les décisions prises au sujet du camp, car les hommes dominent 90 pour cent des positions de leadership.

La situation pourrait être celle d'une crise perpétuelle dans laquelle le niveau de bien-être décline progressivement, les droits sont érodés et les espoirs de relèvement demeurent impossibles. Mais c'est là qu'intervient le programme phare d'ONU Femmes « Leadership, autonomisation, accès et protection » (LEAP). Il allie des interventions salvatrices immédiates à des mesures permettant de renforcer l'autonomie et la résilience afin que les femmes puissent améliorer leurs perspectives actuelles et futures.

En 2018, dans le cadre du programme LEAP, ONU Femmes a aidé près de 29.000 réfugiés du Soudan du Sud ainsi que les membres des communautés qui les accueillent. Dans le monde, le programme LEAP a été déployé dans 33 pays et a bénéficié à 235.000 femmes et filles.

Les activités coordonnées des Nations Unies et d'autres acteurs humanitaires, ainsi que l'engagement et l'autonomisation de groupes de femmes locales permettent au programme de traiter plusieurs aspects pour aider les femmes qui font face à des crises complexes à long terme. Les femmes entament leur parcours de relèvement par le biais d'un soutien psychosocial. Elles acquièrent des compétences pour gagner des revenus, notamment grâce à des formations professionnelles, et accèdent à des financements leur permettant de lancer de petites entreprises. En surmontant leurs problèmes et en pourvoyant aux besoins de leur famille, elles retrouvent confiance en elles et reprennent espoir, et commencent à endosser des fonctions publiques plus visibles, notamment des rôles de leader dans leurs communautés.

D'importants mécanismes de protection pour les femmes et les filles sont mis en place grâce aux dialogues communautaires, afin de prévenir la violence domestique et les mariages d'enfants. Le programme offre également une assistance dans les interventions face à la violence basée sur le genre, notamment sous forme d'une aide juridique d'urgence qui permet à la fois d'y répondre et de la décourager. À Bidibidi et dans d'autres camps de réfugiés, la présence accrue d'avocats et d'auxiliaires juridiques rappelle constamment aux auteurs potentiels de violences qu'ils ne pourront se cacher nulle part.

UNISSONS NOS FORCES EN FAVEUR DU CHANGEMENT

PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES, EN NE LAISSANT PERSONNE POUR COMPTE, DEVRA PASSER PAR UNE ACTION ET UN ENGAGEMENT COLLECTIFS.

ONU Femmes établit des liens avec les gouvernements, les entreprises, la société civile et d'autres partenaires qui ont les capacités d'accélérer le changement et de réaliser l'égalité à notre époque.



De haut en bas, de gauche à droite : La boxeuse olympique indienne Mary Kom a raconté son parcours dans le sport lors du Sommet #WeSeeEqual, co-organisé par P&G et ONU Femmes à Mumbai. Des manifestants ont porté le panneau de HeForShe au cours de la Journée internationale des femmes au Kirghizistan. Lors d'un sommet de l'Union africaine, les participantes à l'initiative « African Girls Can Code » ont montré les nouvelles compétences qu'elles ont acquises. La réunion d'annonces de contributions de la Coalition internationale pour l'égalité salariale a mobilisé des fonds afin d'instaurer des salaires égaux pour un travail de même valeur. Dans le cadre de l'initiative HerStory, des jeunes bénévoles se sont réunies à Alexandrie en Égypte pour modifier des articles en arabe sur Wikipedia afin qu'ils mettent les femmes et leurs accomplissements en avant.

ÉTABLISSEMENT DE PARTENARIATS AVEC LES ÉTATS MEMBRES DES NATIONS UNIES

Dans la quête de l'égalité des sexes et de la réalisation des Objectifs de développement durable, les États membres des Nations Unies sont des partenaires fondateurs d'ONU Femmes.

Des forums internationaux jusqu'aux programmes de développement local, nous sollicitons des gouvernements qu'ils définissent des normes et des standards convenus à l'échelle internationale et qu'ils y adhèrent, et aussi qu'ils harmonisent en ce sens les politiques, les plans et les budgets de développement aux niveaux national et local. Nous créons des alliances qui s'articulent autour de priorités de développement mutuelles, y compris, et ceci est déterminant, en ayant

recours aux ressources financières que fournissent les gouvernements.

En 2018, le total des revenus d'ONU Femmes provenant de gouvernements et d'autres contributeurs a dépassé les 392 millions de dollars US, soit une hausse de 6 pour cent par rapport à 2017. Les partenaires gouvernementaux ont apporté d'importantes contributions à des fonds affectés à des fins spécifiques et à des fonds affectés à des conditions peu contraignantes, y compris des fonds communs destinés à des initiatives de programmation phares.

Les ressources flexibles non affectées à des fins spécifiques constituent une pierre angulaire pour ONU Femmes, améliorant l'efficacité et la réactivité. Elles renforcent la voix de l'entité et sa portée en tant que championne éminente de l'égalité des sexes pour toutes les femmes et toutes les filles, notamment celles qui sont les plus marginalisées. En 2018, les ressources principales ont augmenté de 2 pour cent, et ONU Femmes a continué à diversifier et à élargir sa base de financements, et s'est engagée auprès d'un nombre record de partenaires. Au total, les 198 partenaires de financement comprenaient 104 États membres et organisations membres des Nations Unies.

MOBILISATION DU SECTEUR PRIVÉ

ONU Femmes s'allie de plus en plus fréquemment à des partenaires privés pour harmoniser leurs pratiques commerciales avec les objectifs sur l'égalité des sexes.

Au MEXIQUE, ONU Femmes a testé une approche en trois piliers avec Danone, la société multinationale de produits alimentaires. Depuis l'adhésion de son directeur général en tant que champion de la campagne **HEFORSHE**, le mouvement de solidarité mondiale dirigé par ONU Femmes pour faire avancer l'égalité des sexes, Danone soutient désormais l'autonomisation des femmes dans les communautés locales où elle mène ses activités ainsi qu'au sein de sa propre entreprise. Danone applique également son expertise sophistiquée du marketing pour promouvoir un changement culturel plus étendu. Parmi les mesures initiales qui ont été prises figuraient une nouvelle politique de congé parental, un réseau de centres de travail flexibles et des changements dans la haute direction de la société

pour que les femmes occupent plus d'un tiers des postes de haute direction. Quatre cents (400) membres du personnel jouent un rôle de champions de l'égalité des sexes en s'entretenant régulièrement avec leurs collègues au sujet de la lutte contre les stéréotypes. Une course annuelle de cinq kilomètres sponsorisée par la société a attiré 70.000 participants en faveur d'un monde d'égalité entre les sexes.

Début 2019, **HEFORSHE** totalisait 1,7 million d'engagements individuels. Chez PwC, dont le directeur général est un champion du mouvement HeForShe, la part des femmes au sein de l'équipe de direction internationale est passée de seulement 18 pour cent à 47 pour cent en l'espace de 15 mois ; la documentation de l'approche de la société est actuellement communiquée à un éventail d'autres entreprises ainsi qu'à des agences médiatiques.

Comptant certaines des plus grandes sociétés au monde,

les **PAYS DU G7** ont un rôle fondamental à jouer dans la transition d'une économie mondialisée vers des pratiques commerciales plus durables et plus équitables. À cette fin, ONU Femmes s'est associée à l'OIT et à l'Union européenne dans le cadre de l'initiative « WE EMPOWER », qui encourage les entreprises de ces nations à endosser leurs responsabilités. Lancé en 2018, le programme vise, d'ici à 2020, à ce que 1.000 sociétés de plus adhèrent aux Principes d'autonomisation des femmes du Pacte mondial des Nations Unies, qui prévoit des mesures en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes sur le lieu de travail, sur le marché et dans les communautés. WE EMPOWER collecte actuellement de nouveaux éléments factuels recensant les solutions qui permettront de réorienter les entreprises en vue d'atteindre l'égalité des sexes, et promouvra des échanges transatlantiques entre femmes entrepreneures.

En 2018, ONU Femmes a obtenu l'adhésion de 385 sociétés supplémentaires aux Principes d'autonomisation des femmes, portant le total à 2.082 sociétés à la fin de l'année. Au **KOWEÏT**, les représentants de 10 entités privées majeures ont participé à la première session d'orientation du pays sur l'application des Principes d'autonomisation des femmes, qui comprenait le lancement de plans pour leur mise en vigueur. En **TURQUIE**, près de 300 femmes responsables au sein de la banque Garanti, la deuxième plus grande banque privée dans le pays et signataire des Principes d'autonomisation des femmes, ont participé à une formation au leadership des femmes, et 14 sociétés ont amélioré leurs conditions de travail pour les femmes et les personnes LGBTI, notamment en proposant des services de garde d'enfants. YapiKredi, la quatrième plus grande banque de Turquie, a dénoncé publiquement la violence contre les femmes après avoir résilié un contrat à long terme

avec un acteur turc célèbre, accusé d'être l'auteur de violences physiques et psychologiques.

Partout dans le monde, l'innovation impulse la transformation, en créant de nouvelles entreprises et en résolvant les problèmes sociaux. Mais elle n'en fait pas toujours assez pour l'égalité des sexes. Dans le cadre de la Coalition mondiale de l'innovation pour le changement, ONU Femmes relie 22 partenaires provenant d'entreprises, d'universités et d'institutions à but non lucratif pleinement engagés à améliorer l'innovation au profit des femmes. Ensemble, ils cherchent à modeler des innovations en tenant compte des besoins des femmes et qui mettent à contribution leur créativité, tout en renversant les obstacles qui empêchent les femmes d'innover de manière égale.

En 2018, la coalition a lancé les Principes d'innovation en faveur de l'égalité des sexes pour établir

les premières normes mondiales relatives à l'égalité des sexes dans l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation, l'envergure et la durabilité des innovations. Les organisations qui y adhèrent s'engagent à intégrer l'égalité des sexes dans leurs innovations, depuis le développement de nouveaux biens et services jusqu'au lancement de nouvelles pratiques d'entreprise. La collaboration entre la coalition et MIT Solve, la pépinière d'entreprises de l'Institut de technologie du Massachusetts, a lancé le prix « She Innovates », décerné en 2018 à une équipe de femmes qui a conçu un nouveau dispositif de contrôle des signes vitaux des nouveau-nés. Les lauréats du prix bénéficient également d'une exposition médiatique, de demandes d'interventions lors d'événements mondiaux majeurs et de liens avec des ressources financières et d'autres pour étendre leurs projets à plus grande échelle.

MISE À PROFIT DE L'INFLUENCE DES MÉDIAS ET DE LA PUBLICITÉ

Les agences médiatiques et publicitaires peuvent diffuser à très grande échelle des messages sur l'égalité des sexes. Via l'Alliance Unstereotype, ONU Femmes s'associe à 29 partenaires influents dans le monde de la publicité pour mettre fin aux stéréotypes néfastes sur les femmes et sur les hommes. Un nouvel outil d'analyse des disparités entre les sexes aide les marques à identifier les stéréotypes et à encourager l'adoption de présentations exemptes de préjugés.

Lors de la Journée internationale des femmes et au cours des 16 Jours d'activisme contre la violence faite aux femmes en 2018, un partenariat de longue date créé avec WPP, une éminente société internationale de publicité et de relations publiques, a permis d'obtenir la diffusion bénévole de publicités d'une valeur de 3,5

millions de dollars US pour amplifier les messages sur l'égalité des sexes. Après l'annonce par la société d'un élargissement du partenariat sur six marchés dans le cadre de l'initiative *Creativity for Equality* (créativité pour l'égalité), plus d'une douzaine d'agences affiliées aux **ÉTATS-UNIS**, en **INDE**, au **MEXIQUE**, au **ROYAUME-UNI**, en **THAÏLANDE** et en **TURQUIE** ont commencé à proposer à ONU Femmes un appui bénévole stratégique, créatif et médiatique.

Parmi les partenariats avec des agences médiatiques figurent le Pacte médiatique « Franchissons le pas pour l'égalité des sexes », qui a pour but d'étendre la couverture des droits des femmes et de l'égalité des sexes dans les médias et d'en améliorer la qualité, et de faire avancer les pratiques d'entreprise sensibles aux questions de genre,

telles que la parité aux postes de direction. En 2018, 72 agences médiatiques majeures, dont Thomson Reuters, France 24, Refinery 29 et Deutsche Welle, ont renforcé la représentation des femmes dans les salles de rédaction et dans le contenu des actualités à l'échelle mondiale. Les mentions d'ONU Femmes dans les médias ont augmenté de 41 pour cent en 2018 par rapport à l'année précédente, avec un total de 33.000 articles. Les abonnés sur les médias sociaux ont atteint 8,2 millions sur 106 comptes dans 17 langues.

En 2018, ONU Femmes a remporté son deuxième Webby – l'équivalent des Césars dans le monde de l'Internet – pour son microsite *Justice Now*, ainsi qu'une mention honorable pour sa présentation chronologique des principales mesures à prendre en faveur de l'égalité des sexes.

ÉTABLISSEMENT DE LIENS AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les groupes de la société civile occupent une place centrale dans la mission d'ONU Femmes en faveur de l'égalité des sexes. Ils touchent les femmes et les filles sur le terrain, y compris les plus marginalisées, et plaident sans relâche pour l'avancement de l'égalité. Sous la direction d'ONU Femmes, les groupes consultatifs de la société civile sont parvenus à combler les lacunes en matière de droits humains soulignés dans les rapports « alternatifs » de la CEDAW en **COLOMBIE**, en **ÉTHIOPIE**, au **KIRGHIZISTAN** et au **MEXIQUE** en 2018, et ont contribué à asseoir une politique nationale pour les femmes rurales, autochtones et paysannes au **SALVADOR**. Grâce à l'appui qu'ONU Femmes apporte à davantage de femmes de la société civile dans des pays touchés par des crises pour qu'elles informent le Conseil de sécurité, le nombre de décisions mentionnant les femmes, la paix et la sécurité a augmenté.

À une époque où la résistance aux mouvements sociaux s'intensifiait, ONU Femmes a travaillé avec la société civile et d'autres partenaires pour élaborer une stratégie de

protection des défenseurs des droits humains des femmes. En collaboration avec ONU Femmes, Google a produit une série de films de réalité virtuelle, intitulée *Courage to Question*, qui présente des femmes œuvrant pour mettre fin aux mariages d'enfants, à la traite des êtres humains et aux incarcérations en masse, et promeut les droits des femmes dalits en Inde. La série a été présentée pour la première fois à l'occasion de la Journée internationale des femmes et a été diffusée lors de plusieurs rassemblements internationaux majeurs, en témoignage du courage de ces femmes. En **AFRIQUE DU SUD**, ONU Femmes a rejoint le Haut-commissariat aux droits de l'homme et Amnesty pour marquer le 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en organisant un forum sur la société civile et les mouvements sociaux qui exhortaient les gouvernements à protéger et à étendre l'espace civique démocratique.

La Coalition internationale pour l'égalité salariale (EPIC) continue de servir de plateforme pour les échanges de connaissances et le

partage des meilleures pratiques entre les gouvernements, les organisations de la société civile, les syndicats de travailleurs, les universitaires et le secteur privé. Lors de la réunion d'annonces de contributions de l'EPIC, qui s'est tenue lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, plus de 40 leaders se sont engagés à prendre des mesures afin de parvenir à l'égalité salariale pour un travail de même valeur. Parmi ces leaders figuraient le président de l'Islande, le vice-président du Panama et les dirigeants de l'OIT, d'ONU Femmes, de l'OCDE et d'entreprises telles qu'IKEA et Deloitte.

Grâce à des partenariats établis avec des activistes de la société civile au **CAMBODGE**, les questions liées aux personnes LGBTI ont été mentionnées pour la première fois dans un rapport national de la CEDAW, et une plateforme en ligne, LOVEISDIVERSITY, a été lancée pour renforcer l'acceptation sociale. Au **CAP-VERT**, la campagne « Free and Equal » (libres et égaux) a suscité un débat public sur les violations fréquentes des droits humains contre les personnes LGBTI.

ENGAGEMENT DES JEUNES

L'engagement des jeunes aujourd'hui peut mettre le monde sur la voie de l'égalité au cours des prochaines générations. Pour orienter une nouvelle génération sur une voie plus numérique en Afrique, où les disparités entre les sexes en matière d'utilisation d'Internet sont les plus profondes au monde, ONU Femmes s'associe à la Commission de l'Union africaine et à l'Union internationale des télécommunications dans le cadre de l'initiative « African Girls Can Code » (Les jeunes filles africaines peuvent coder). Elle organise des camps de

codage où les filles disposent d'un espace favorable à la découverte d'études et de carrières dans les TIC. Le premier camp, qui a eu lieu en **ÉTHIOPIE** en 2018, a attiré des participantes de 34 pays d'Afrique qui ont appris à programmer et ont acquis des compétences de développement personnel. Réparties en petits groupes, elles se sont essayées à diverses innovations, par exemple la conception d'un drone contrôlé par des messages SMS pour distribuer des médicaments dans les zones rurales.

ONU Femmes, l'UNICEF, le HRC et Unilever ont collaboré avec le mouvement lamtheCode pour célébrer la première Journée internationale de la fille au camp de réfugiés de Kakuma au **KENYA**. Sous le thème « Avec elle : encourager l'instruction et la qualification professionnelle des filles », 150 filles ont acquis des compétences en informatique et en codage. La célébration a marqué le début d'une initiative d'un an visant à mobiliser les investissements dans les compétences informatiques des filles.

Dans le cadre du mouvement HerStory mené par des jeunes dans les États arabes, ONU Femmes organise des « edit-a-thons », au cours desquels de jeunes activistes se réunissent pour élargir la couverture des femmes et de leurs expériences sur Wikipedia. Actuellement, le nombre d'articles concernant des hommes est quatre fois plus important que ceux portant sur des femmes. Environ 1.000 bénévoles formés en **ÉGYPTE**, en **IRAK**, en

JORDANIE, au **LIBAN**, au **MAROC**, en **TUNISIE** et aux **ÉMIRATS ARABES UNIS** se sont fixés pour cible ambitieuse de doubler le nombre d'articles en arabe d'ici à 2020, et ont ajouté 3.000 articles rien qu'en 2018. En Irak, pour marquer la Journée mondiale de l'aide humanitaire en 2018, des bénévoles ont modifié plus de 40 articles sur des femmes irakiennes qui sont en première ligne des initiatives de consolidation de la paix et de l'action humanitaire.

En **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE**, de jeunes activistes aux horizons divers ont travaillé avec ONU Femmes au déploiement d'une campagne de changement des comportements afin que les femmes puissent se déplacer et profiter des lieux publics en toute sécurité. La campagne a touché plus de 100.000 personnes sur les médias électroniques et imprimés.

ÉLARGISSEMENT DE L'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DES COMITÉS NATIONAUX

Les Comités nationaux de 13 pays soutiennent la mission d'ONU Femmes en intensifiant les activités de sensibilisation du public et de mobilisation de fonds. En 2018, le Comité national d'ONU Femmes en **ISLANDE** a remporté le prix de la meilleure publicité de l'année pour une œuvre caritative. Dans une vidéo poignante, intitulée *Gender based violence is closer than you think* (La violence basée sur le genre est plus

proche que vous ne le pensez), 12 hommes lisent les récits choquants d'actes de violence subis par des femmes de Gambie, d'Islande, du Myanmar, de l'Ouzbékistan et du Viet Nam. Le prix a été décerné par ÍMARK, l'Association de marketing islandaise.

En **FRANCE**, le Comité national a remporté le prix « ROIS Night » pour l'originalité de sa campagne

« Journée orange » de 2018. Elle a impliqué 15 agences médiatiques majeures pour qu'elles intègrent ses noms et logos dans les titres dénonçant les actes de violence infligés aux femmes et aux filles – un message personnalisé et percutant. VIUZ, une association de marketing, décerne les prix chaque année pour récompenser les meilleures campagnes numériques françaises.

SENSIBILISATION DES AMBASSADRICES DE BONNE VOLONTÉ

En 2018, trois personnalités de renom ont rejoint ONU Femmes à titre d'ambassadrices de bonne volonté pour apporter une contribution puissante et authentique au plaidoyer d'ONU Femmes en faveur du changement. L'activiste gambienne bien connue, victime de violences, Jaha Dukureh s'est engagée à polariser les efforts qu'elle déploie pour ONU Femmes sur l'élimination des mutilations génitales féminines et des mariages d'enfants en Afrique. Plus tard dans l'année, elle a été nommée pour le Prix Nobel de la paix, en reconnaissance de ses accomplissements.

Lors de la Coupe du monde féminine en juillet, Marta Vieira da Silva, reconnue pour ses talents dans le monde du football, a rejoint ONU Femmes à titre d'ambassadrice de bonne volonté pour les femmes et les filles dans le domaine des sports. Elle espère que son propre parcours d'accomplissements et de remise en cause des préjugés les encouragera à défier les stéréotypes et à suivre leurs rêves. Lors de l'immense Festival des citoyens du monde en décembre, la dramaturge et actrice primée Danai Gurira, qui a joué dans plusieurs films à grand succès de Marvel, a annoncé son engagement à travailler aux côtés d'ONU Femmes en faveur de l'autonomisation des femmes et de

l'égalité des sexes, notamment en attirant l'attention sur les femmes qui vivent en marge de la société.

L'ambassadrice de bonne volonté Anne Hathaway a intensifié ses efforts de plaidoyer en 2019 en faveur de l'adoption de politiques sur le congé parental rémunéré, et a rencontré le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres lors de la Commission de la condition de la femme. Dans son discours pendant la session de la Commission de la fonction publique internationale en mars, elle a appelé à la révision des politiques des Nations Unies en matière de congés de maternité, de paternité et d'adoption.

Des investissements efficaces

INNOVER AVEC BLOCKCHAIN POUR LEVER DES FONDS POUR LES FEMMES RÉFUGIÉES

Qui aide ONU Femmes à examiner les possibilités qu'offre blockchain ?

Parmi les partenaires de financement figurent les gouvernements du Danemark et de la France.

Photo : Une application de portefeuille mobile testée dans le camp de Kalobeyei au Kenya a permis aux femmes d'effectuer des transferts de fonds à bas prix. L'expérience a orienté l'utilisation élargie de la technologie blockchain pour les réfugiés venus de Syrie.



LES CONFLITS ENGENDRENT DES SITUATIONS DE CHAOS. La technologie blockchain, qui relie des dossiers accessibles n'importe où de façon parfaitement intégrée, aide à dissiper la confusion et à relier les personnes à des ressources pour survivre. Soutenue par son Unité d'innovation, ONU Femmes a joué un rôle de premier plan en intégrant le concept de genre à l'application de la technologie blockchain dans l'action humanitaire.

Pour les personnes qui ont fui des crises, en emportant très peu d'effets avec elles, blockchain convient parfaitement pour créer et stocker des identités numériques contrôlables pouvant jouer un rôle déterminant dans l'obtention de services et d'abris sûrs. Grâce à cette technologie, les transferts de fonds pour se procurer des éléments essentiels comme des aliments sont traçables, sûrs et abordables. Il est indispensable de trouver des solutions plus efficaces et rentables lors de crises humanitaires, car celles-ci se prolongent de plus en plus, et plusieurs millions de personnes sont aujourd'hui déplacées, majoritairement des femmes et des filles.

L'idée de personnaliser blockchain pour les femmes réfugiées a émergé en 2017 lors d'un hackathon parrainé par ONU Femmes et Innovation Norway. ONU Femmes a ensuite testé une application de portefeuille mobile de blockchain dans le camp de Kalobeyei au Kenya. Cette application a permis aux femmes d'effectuer des transferts de fonds à bas prix. L'expérience a apporté d'importantes informations sur les facteurs promouvant ou entravant l'innovation, notamment la nécessité de simplifier l'application et de l'assortir d'une fonction d'autonomisation économique pour que les femmes disposent de moyens indépendants pour gagner des revenus et accéder aux technologies.

En 2018, ONU Femmes a rejoint le Programme alimentaire mondial (PAM) pour poursuivre l'essai dans le cadre du projet « Building Blocks », que le PAM a déployé pour fournir des transferts de fonds à 106.000 réfugiés syriens en Jordanie. Avec l'aide d'ONU Femmes, le projet touche aujourd'hui les lieux où les femmes se réunissent, comme les centres « Oasis ». Parrainés par ONU Femmes dans les camps de réfugiés, ces centres fournissent aux femmes des programmes de travail contre rémunération, des formations à l'acquisition de compétences et des opportunités de subsistance.

Depuis 2019, les femmes participant à des programmes de travail contre rémunération n'ont plus besoin de rechercher une banque pour accéder à leurs revenus. Grâce à la technologie blockchain, une femme peut payer des aliments dans un supermarché ou retirer des espèces au moyen d'une simple fonction de reconnaissance oculaire. Cette fonction est connectée à son compte sur blockchain et enregistre les fonds versés. ONU Femmes et le PAM peuvent directement valider leurs transactions respectives via un réseau commun de blockchain.

Pour que ce type d'intervention tienne pleinement compte des besoins des femmes, il convient de surmonter les contraintes supplémentaires qu'elles peuvent rencontrer. En général, leurs connaissances numériques et financières ne sont pas aussi étendues que celles des hommes. Elles n'ont pas facilement accès à des technologies et à une connectivité. Grâce à Blockchain, ONU Femmes propose aussi des formations aux technologies numériques pour les femmes, en leur fournissant des informations sur la budgétisation et le suivi de leurs dépenses pour renforcer leurs compétences financières.

Un appui généreux témoigne de l'élargissement de l'engagement

Elle parle des besoins criants des électeurs et rejoint une vague triomphante de femmes qui accèdent à des fonctions électives pour la première fois. Elle monte une petite entreprise qui innove et prospère, transformant la vie de sa famille et de sa communauté. Elle cherche à s'abriter de la violence, sachant qu'une loi nationale fondée sur les normes internationales la protégera, et qu'un éventail complet de services essentiels l'aidera à se relever et à aspirer à une vie meilleure. Elle a fui un conflit, mais elle acquiert de nouvelles compétences et trouve refuge dans le centre d'un camp de réfugiés spécialement conçu pour répondre à ses besoins.

Chaque année, plusieurs millions de femmes et de filles ont trouvé des opportunités révélatrices de leadership, d'autonomisation et de protection grâce aux programmes d'ONU Femmes. Lorsque les femmes revendiquent l'égalité de leurs droits humains, elles orientent leurs sociétés – et le monde – vers l'égalité des sexes.

Aucune de ces avancées n'aurait été possible sans l'appui généreux des nombreux partenaires de financement d'ONU Femmes. Ils témoignent de leur engagement envers l'objectif d'ONU Femmes – réaliser l'égalité des sexes à notre époque – et, en 2018, ils ont apporté un niveau record de contributions volontaires, s'élevant à 384,3 millions de dollars US. Cela représente 95 pour cent des revenus totaux d'ONU Femmes en 2018, y compris les ressources évaluées et les autres revenus.

Bien que la générosité des partenaires de financement repose principalement sur leur engagement en faveur d'un changement social, elle reflète également l'élargissement de la portée et de l'impact d'ONU Femmes. Les dernières conclusions du Réseau d'évaluation des performances des organisations multilatérales (MOPAN) ont indiqué l'existence d'une focalisation marquée sur les résultats. L'amélioration continue des mécanismes de redevabilité et de transparence en 2018 a débouché sur le meilleur classement à ce jour au registre de l'Initiative internationale de la transparence de l'aide (IATI).

Il est particulièrement important que la mission d'ONU Femmes bénéficie de financements flexibles et prévisibles au travers de ressources régulières, d'accords pluriannuels d'octroi de ressources et de fonds communs pour mettre à profit les investissements et l'éventail complet des résultats de son plan stratégique. En 2018, ONU Femmes a reçu un total de 149 millions de dollars US de ressources régulières, ce qui représente une hausse de 2 pour cent par rapport à 2017. Sur les 102 États membres des Nations Unies qui ont apporté des ressources régulières, 36 ont annoncé des contributions pluriannuelles et 49 ont augmenté

leurs contributions totales en 2017. Les 10 principaux contributeurs en ressources régulières étaient les suivants (classés selon le niveau de contribution) : la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni, la Finlande, la Norvège, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, l'Australie, le Japon et les États arabes unis.

Les autres ressources viennent s'ajouter aux ressources régulières et devraient être prévisibles, ponctuelles et flexibles. Les initiatives des programmes phares d'ONU Femmes canalisent des ressources prévisibles et flexibles, soumises à des conditions peu contraignantes, dans certains des facteurs d'action les plus importants en matière d'égalité des sexes, dont la révolution des données et des statistiques. Les notes stratégiques offrent une flexibilité similaire dans le financement des programmes nationaux d'ONU Femmes. En 2018, les autres ressources ont atteint un niveau record de 235 millions de dollars US. Les 10 principaux contributeurs ayant apporté d'autres ressources étaient les suivants (classés selon le niveau de contribution) : la Suède, le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni, l'Australie, le PNUD, le Canada, les États-Unis d'Amérique et l'Allemagne.

Les contributions des partenariats privés, provenant notamment d'entreprises, de fondations et de particuliers, ont considérablement augmenté, passant de 6 millions de dollars US en 2014 à 23 millions de dollars US en 2018. Ceci témoigne de l'intensification de l'engagement d'ONU Femmes, notamment par le biais de ses réseaux de Comités nationaux. Parmi les principaux contributeurs privés en 2018 figuraient la fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Chanel, BNP Paribas et Unilever.

Les contributions provenant d'accords entre des organisations des Nations Unies ont atteint 50 millions de dollars US, soit une hausse de 21 pour cent par rapport à 2017. Les trois principaux contributeurs en 2018 étaient le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs, le PNUD et le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix.

En 2020, le monde sera marqué par le 75^e anniversaire des Nations Unies, le 25^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, le cinquième anniversaire du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le 20^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, et les 10 années écoulées depuis l'établissement d'ONU Femmes. ONU Femmes est reconnaissante envers tous les partenaires de financement grâce auxquels notre campagne est devenue une réalité ; elle a l'intention de la poursuivre jusqu'à ce que la quête de l'égalité des sexes universelle soit enfin terminée.

États financiers

ÉTAT DES RÉSULTATS FINANCIERS

pour l'exercice clos au 31 décembre 2018
(en milliers de USD)

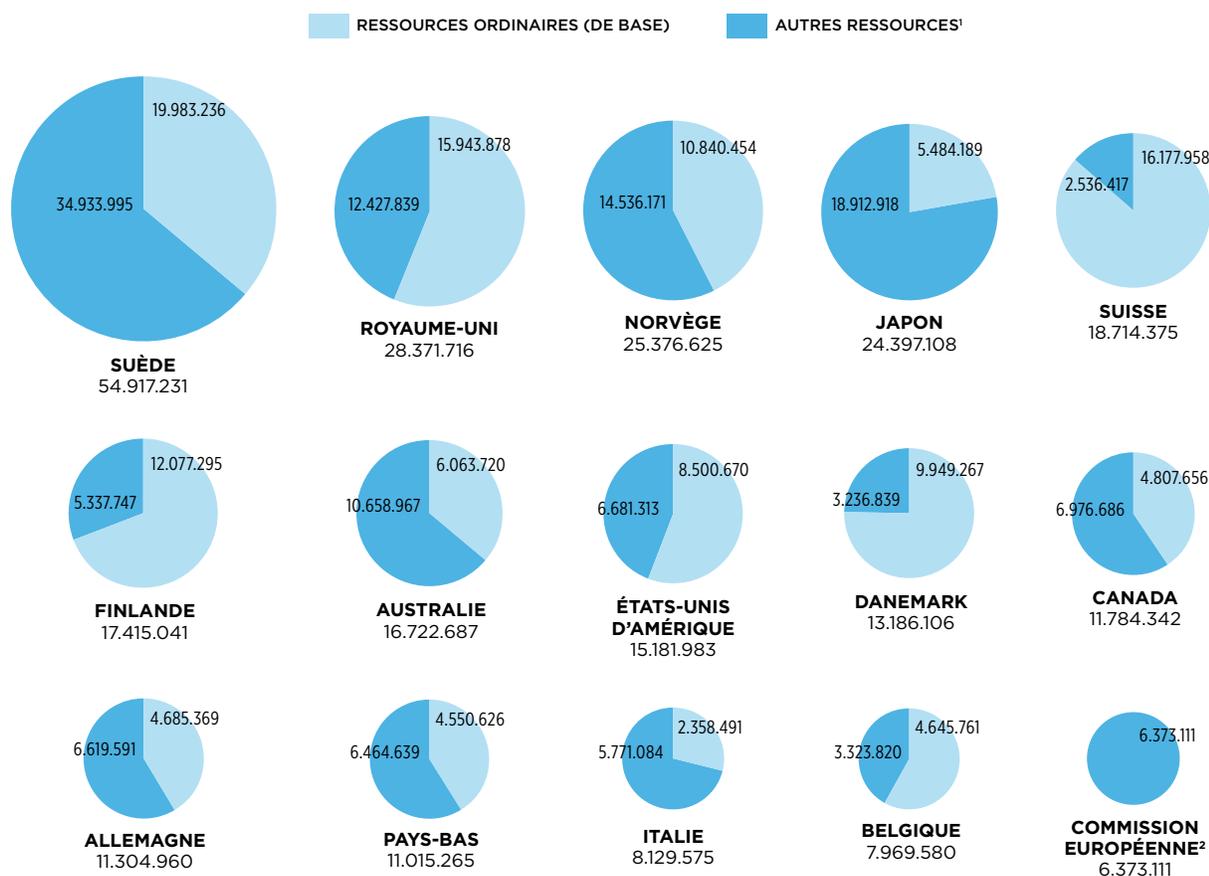
RECETTES	TOTAL
Contributions	
Ressources ordinaires	149.031
Autres ressources	235.264
Ressources estimées	8.032
Revenus de placements	9.624
Autres revenus	2.160
Revenus : opérations de change	607
TOTAL DES REVENUS	404.718
TOTAL DES DÉPENSES	380.260
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'EXERCICE	24.458

NOTES:

1. Ces états financiers ont été élaborés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les dépenses sont comptabilisés dans la période des états financiers à laquelle ils se rattachent.
2. Les contributions mises en recouvrement sont inscrites à titre de dotation annuelle du budget ordinaire des Nations Unies et sont mises en recouvrement et approuvées pour une période budgétaire de deux ans. Le montant de ces contributions est ensuite réparti de manière proportionnelle entre les deux années.

LES 15 PRINCIPAUX GOUVERNEMENTS DONATEURS

pour l'exercice clos au 31 décembre 2018, en USD



1. Les chiffres pour les autres ressources incluent le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et le Fonds pour l'égalité des sexes.
2. La Commission européenne est une organisation gouvernementale membre.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À ONU FEMMES

des gouvernements et autres donateurs en 2018 (exprimées en USD)

	RESSOURCES ORDINAIRES (DE BASE)	AUTRES RESSOURCES	TOTAL
GOUVERNEMENTS ET ORGANISATIONS MEMBRES			
Afrique du Sud	57.268	-	57.268
Albanie	500	-	500
Allemagne	4.685.369	6.619.591	11.304.960
Andorre	47.294	-	47.294
Argentine	30.000	125.000	155.000
Arménie	2.500	-	2.500
Australie	6.063.720	10.658.967	16.722.687
Autriche	306.748	1.465.653	1.772.401
Bangladesh	28.200	-	28.200
Barbade	217.113	-	217.113
Belgique	4.645.761	3.323.820	7.969.580
Bhoutan	500	-	500
Botswana	12.588	-	12.588
Burundi	1.000	-	1.000
Cambodge	5.000	-	5.000
Canada	4.807.656	6.976.686	11.784.342
Chili	100.000	5.000	105.000
Chine	2.000.000	52.518	2.052.518
Chypre	11.400	-	11.400
Colombie	1.500	-	1.500
Commission européenne ¹	-	6.373.111	6.373.111
Costa Rica	10.000	-	10.000
Côte d'Ivoire	26.348	-	26.348
Cuba	1.000	-	1.000
Danemark	9.949.267	3.236.839	13.186.106
Émirats arabes unis	5.000.000	-	5.000.000
Espagne	568.828	2.320.975	2.889.803
Estonie	94.787	-	94.787
États-Unis d'Amérique	8.500.670	6.681.313	15.181.983
Éthiopie	5.000	-	5.000
Fidji	23.578	-	23.578
Finlande	12.077.295	5.337.747	17.415.041
France	736.196	1.321.552	2.057.748
Gambie	10.000	-	10.000
Géorgie	10.000	-	10.000
Grenade	1.000	-	1.000
Guyane	4.850	-	4.850
Hongrie	-	20.000	20.000
Île Maurice	1.250	-	1.250
Îles Salomon	1.000	-	1.000
Indonésie	294.000	-	294.000
Irak	1.000	-	1.000
Irlande	1.736.111	1.250.906	2.987.017
Islande	1.228.153	1.385.241	2.613.394
Israël	30.000	45.000	75.000
Italie	2.358.491	5.771.084	8.129.575
Jamaïque	2.990	-	2.990
Japon	5.484.189	18.912.918	24.397.108
Jordanie	19.942	-	19.942
Kazakhstan	28.327	373.000	401.327
Koweït	50.000	-	50.000
Lettonie	22.727	-	22.727
Liechtenstein	70.550	10.079	80.628
Luxembourg	1.504.630	981.595	2.486.225
Malaisie	50.000	-	50.000
Malte	227	-	227
Maroc	19.950	138.331	158.282
Mexique	80.300	140.419	220.719
Micronésie (États fédérés de)	1.000	-	1.000
Monaco	46.620	-	46.620
Mongolie	7.000	-	7.000
Monténégro	5.735	-	5.735
Mozambique	5.000	-	5.000
Nauru	100	-	100
Népal	4.000	-	4.000
Nicaragua	5.000	-	5.000
Niger	150	-	150
Nigeria	28.791	-	28.791
Norvège	10.840.454	14.536.171	25.376.625

REMARQUES :

1. La Commission européenne est une organisation gouvernementale membre.
2. Parmi les autres donateurs des Nations Unies figurent : DAPNU, FAO, FENU, FNUAP, HCR, MINUK, MINUSTAH, OCHA, ONU-HABITAT, PAM, UNESCO, UNICEF, UNODA, UNODC, UNOPS

	RESSOURCES ORDINAIRES (DE BASE)	AUTRES RESSOURCES	TOTAL
Nouvelle-Zélande	1.828.750	-	1.828.750
Palestine	200	-	200
Panama	15.050	-	15.050
Paraguay	500	-	500
Pays-Bas	4.550.626	6.464.639	11.015.265
République centrafricaine	250	-	250
République de Moldavie	6.307	-	6.307
République démocratique populaire lao	1.000	-	1.000
République dominicaine	72.270	-	72.270
République du Congo	10.481	-	10.481
République tchèque	13.095	-	13.095
République-Unie de Tanzanie	10.000	-	10.000
Royaume-Uni	15.943.878	12.427.839	28.371.716
Seychelles	1.000	-	1.000
Sierra Leone	12.500	-	12.500
Singapour	50.000	-	50.000
Slovaquie	117.925	-	117.925
Suède	19.983.236	34.933.995	54.917.231
Suisse	16.177.958	2.536.417	18.714.375
Thaïlande	20.000	-	20.000
Timor-Leste	72.000	-	72.000
Tonga	5.001	-	5.001
Trinité-et-Tobago	5.000	5.000	10.000
Tunisie	6.222	-	6.222
Turquie	154.400	200.000	354.400
Uruguay	6.000	17.000	23.000
Vanuatu	200	-	200
Venezuela (République bolivarienne du)	3.000	-	3.000
Viet Nam	56.907	-	56.907
CONTRIBUTIONS TOTALES DES GOUVERNEMENTS	147.514.648	156.298.486	303.813.134

SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Bureau du Fonds d'affectation spéciale (MPTFO)	23.289.709	23.289.709
Fonds de consolidation de la paix	6.500.456	6.500.456
ONUSIDA	2.901.300	2.901.300
PNUD	7.223.332	7.223.332
UNOCHA	2.538.940	2.538.940
Autres organismes de l'ONU ²	4.109.320	4.109.320
Programmes conjoints administrés par ONU Femmes	3.871.214	3.871.214
CONTRIBUTIONS TOTALES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES	-	50.434.271

COMITÉS NATIONAUX

Allemagne	43.231	9.101	52.333
Australie	96.172	399.676	495.848
Autriche	-	28.571	28.571
États-Unis d'Amérique	170.000	2.207.273	2.377.273
Finlande	492.432	-	492.432
France	45.662	27.112	72.774
Islande	538.182	449.913	988.095
Japon	9.095	26.105	35.200
Pays-Bas	3.502	-	3.502
Royaume-Uni	33.795	940.578	974.373
Singapour	3.804	101.011	104.815
Suède	8.309	25.259	33.568
CONTRIBUTIONS TOTALES DES COMITÉS NATIONAUX	1.444.185	4.214.600	5.658.785

	RESSOURCES ORDINAIRES (DE BASE)	AUTRES RESSOURCES	TOTAL
FONDACTIONS, DONATEURS PRIVÉS ET AUTRES¹			
Agencia Vasca de Cooperación para el Desarrollo, Espagne		105.680	105.680
Alcance Servicio de Compañía		10.800	10.800
Alwaleed Philanthropies		1.050.000	1.050.000
Banque asiatique de développement		4.000	4.000
Atento Brasil S.A.		9.210	9.210
Ayuntamiento de Madrid, Espagne		57.078	57.078
Ayuntamiento Distrito Nacional, République dominicaine		60.699	60.699
Banco Bradesco S.A.		8.982	8.982
Fondation BHP Billiton		5.394.600	5.394.600
Fondation Bill et Melinda Gates		4.000.728	4.000.728
BNP Paribas		1.000.000	1.000.000
Bonafont S.A. (Danone)		100.000	100.000
Cannes Lions	5.794	-	5.794
Cour caribéenne de justice		10.640	10.640
Banque caribéenne de développement		30.000	30.000
Fondation chinoise de développement des femmes		75.352	75.352
Corporación Andina de Fomento		22.737	22.737
Diageo ²		30.000	30.000
Elektrobras Furnas		92.995	92.995
Facebook Inc. ²		30.000	30.000
Fondation Chanel		1.246.914	1.246.914
Fondation Ford		425.000	425.000
Institut français d'Amérique latine		11.364	11.364
GlaxoSmithKline Plc. ²		30.000	30.000
Gobernación de Nariño, Colombie		140.171	140.171
Gobierno de la Ciudad de México, Mexique		150.000	150.000
Instituto Avon		12.088	12.088
Instituto C&A		21.711	21.711
Instituto Lojas Renner		39.968	39.968
Intendencia de Montevideo, Uruguay		157.811	157.811
Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale		16.757	16.757
Comité international olympique		1.747.278	1.747.278
Itaipu Binacional		214.534	214.534
Johnson & Johnson ²		30.000	30.000
Initiative d'intervention rapide au service de la justice		73.121	73.121
Mars, Incorporated		-	-
Microsoft Corporation ²		30.000	30.000
NAMA Women Advancement Establishment		3.900.000	3.900.000
NetEase Media Technology (Beijing) Co. Ltd.		95.109	95.109
Institut néerlandais pour la démocratie pluraliste		5.000	5.000
Oath Inc. ²		30.000	30.000
Outright Action International		50.000	50.000
Fonds d'appui à la paix		77.391	77.391
Procter & Gamble		46.312	46.312
Publicis Groupe ²		60.000	60.000
Revlon (Elizabeth Arden)		375.000	375.000
SAP China		141.745	141.745
Gouvernement écossais		145.211	145.211
Secretaría General Iberoamericana (SEGIB)		19.810	19.810
Shiseido		274.650	274.650
Silatech		120.773	120.773
Teck Resources Ltd.		1.000.000	1.000.000
Institut thaïlandais de justice		60.680	60.680
Turkish Petroleum Refineries Co.		250.000	250.000
Twitter Inc. ²		30.000	30.000
Unilever		955.176	955.176
Association des femmes des Nations Unies pour la paix		100.000	100.000

	RESSOURCES ORDINAIRES (DE BASE)	AUTRES RESSOURCES	TOTAL
Université d'Amérique centrale		172.425	172.425
Zonta International		584.000	584.000
HeforShe (Donate Button)		42.389	42.389
Divers donateurs	66.725	59.858	126.583
CONTRIBUTIONS TOTALES DE FONDACTIONS, DE DONATEURS PRIVÉS ET D'AUTRES ENTITÉS	72.519	25.035.745	25.108.264
moins les ajustements par rapport aux contributions des années précédentes		(719.316)	(719.316)
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES 2018	149.031.352	235.263.786	384.295.138

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AU FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES 2018

des gouvernements et autres donateurs (exprimées en USD)

	FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES	FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES
GOUVERNEMENTS		

Allemagne		874.126
Australie	1.570.185	
Autriche	57.870	
États-Unis d'Amérique	1.001.000	
Hongrie	20.000	
Irlande	284.414	
Israël	15.000	30.000
Kazakhstan	20.000	
Liechtenstein	10.079	
Norvège	1.112.282	
Pays-Bas	4.545.455	
Royaume-Uni	6.370.950	
Trinité-et-Tobago	5.000	
CONTRIBUTIONS TOTALES DES GOUVERNEMENTS	15.012.235	904.126

COMITÉS NATIONAUX

Allemagne	2.275	
États-Unis d'Amérique	20.474	667
Islande	331.564	
Royaume-Uni	25.756	
Suède	4.784	
CONTRIBUTIONS TOTALES DES COMITÉS NATIONAUX	384.853	667

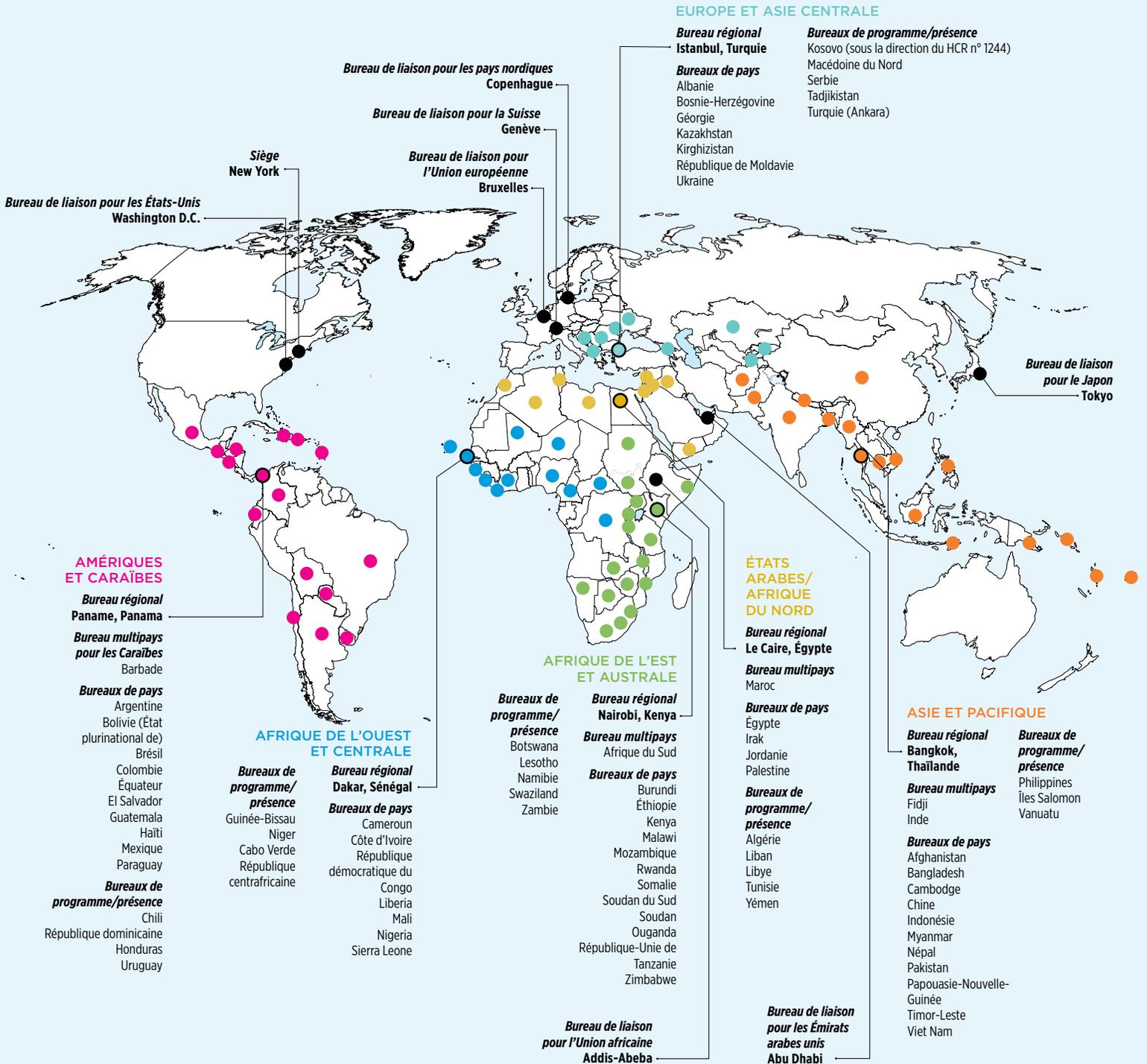
FONDACTIONS, DONATEURS PRIVÉS ET AUTRES

Fondation Chanel		246.914
Association des femmes des Nations Unies pour la paix	100.000	
Divers donateurs	22.826	
CONTRIBUTIONS TOTALES DE FONDACTIONS, DE DONATEURS PRIVÉS ET D'AUTRES ENTITÉS	122.826	246.914
TOTAL DES CONTRIBUTIONS 2018 AU FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AU FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES	15.519.914	1.151.706

REMARQUES :

1. Les services fournis en nature à ONU Femmes en 2018 représentaient 72 millions de dollars USD. Parmi les principaux contributeurs figuraient WPP et GNT Globo TV, Brésil.
2. Entités privées qui ont apporté une contribution à Unstereotype Alliance.

ONU Femmes dans le monde



Les frontières et les noms cités, ainsi que les dénominations employées sur cette carte, n'impliquent aucune reconnaissance ni aucune acceptation officielle desdites frontières et desdits noms cités ou desdites dénominations employées de la part des Nations Unies. La ligne en pointillés indique approximativement la ligne de contrôle à Jammu et au Cachemire qui a été convenue par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif de Jammu et du Cachemire n'a pas encore été convenue par les parties. Les limites définitives entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'ont pas encore été déterminées.

Nous contacter

SIÈGE

220 East 42nd Street
New York, NY 10017,
États-Unis d'Amérique
Tél. : +1 646-781-4606
Site Internet : onufemmes.org

DANS LE MONDE

<http://www.unwomen.org/fr/où-nous-sommes>

COMITÉS NATIONAUX

unwomen.org/fr/partnerships/comités-nationaux

© 2019 ONU Femmes.
Tous droits réservés.

Consultez le rapport en ligne à l'adresse suivante :

<http://annualreport.unwomen.org/fr/2018>

Publié par la Section
Communications
et Plaidoyer
Rédactrice : *Tia T. Gordon*
Texte : *Gretchen Luchsinger*
Coordination de la production :
Carlotta Aiello
Recherche de documents
photographiques : *Ryan Brown*
Conception : *Melanie Doherty Design*
Impression : *Hoehstetter/RR
Donnelley*

PHOTOS :

P. 2 : Kea Taylor

P. 4 : ONU Femmes/Narendra Shrestha

P. 6 : ONU Femmes/Ruth McDowall

P. 7 : ONU Femmes/Emad Karim

PP. 10 et 12 : ONU Femmes/Ryan Brown

P. 14 : ONU Femmes/Yllka Parllaku

P. 15 : ONU Femmes/Lianne Milton

P. 18 : Fikerte Abebe

P. 19 : ONU Femmes/Mouna Peters

P. 20 : ONU Femmes/Amanda Voisard

P. 21 : ONU Femmes/Rena Effendi

P. 22 : ONU Femmes/Carlos Rivera

P. 25 : Declan McCormack

P. 26 : Physicians for Human Rights

P. 27 : ONU Femmes/Eunjin Jeong

P. 28 : ONU Femmes/Said Elmobasher

P. 30 : ONU Femmes/Julian D'Silva

P. 31 : Jenner Tonce/ONU Mujeres Colombia

P. 32 : ONU Femmes/Artem Hetman

P. 33 : Aidah Nanyonjo

P. 34 : De haut en bas, de gauche à droite : ONU

Femmes/Sarabjeet Dhillon ; ONU Femmes/

Ryan Brown ; ONU Femmes Kirghizistan/Meriza

Emilbekova ; ONU Femmes/Kennedy Okoth ; ONU

Femmes/Ryan Brown ; ONU Femmes/Emad Karim

P. 39 : ONU Femmes/James Ochweri

ONU FEMMES EST L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES CONSACRÉE À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET À L'AUTONOMISATION DES FEMMES. PORTE-DRAPEAU MONDIAL DES FEMMES ET DES FILLES, ONU FEMMES A ÉTÉ CRÉÉE POUR ACCÉLÉRER LES PROGRÈS RÉALISÉS POUR RÉPONDRE À LEURS BESOINS DANS LE MONDE ENTIER.

ONU Femmes soutient les États membres des Nations Unies dans l'adoption de normes internationales pour réaliser l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services nécessaires à l'application de ces normes, et pour que les femmes et les filles en bénéficient, partout dans le monde. Nous intervenons à l'échelle mondiale pour faire de la vision des Objectifs de développement durable une réalité pour les femmes et les filles et nous soutenons la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, en mettant l'accent sur quatre priorités stratégiques : les femmes dirigent les systèmes de gouvernance, y participent et en bénéficient équitablement ; les femmes bénéficient d'une sécurité de revenus, d'emplois décents et d'une autonomisation économique ; toutes les femmes et toutes les filles mènent une vie exempte de toute forme de violence ; les femmes et les filles contribuent à la consolidation d'une paix et d'une résilience durables et y exercent une plus grande influence, et bénéficient équitablement de la prévention des catastrophes naturelles et des conflits ainsi que de l'aide humanitaire. ONU Femmes coordonne et promeut en outre le travail que réalise le système des Nations Unies en faveur de l'égalité des sexes.



Pour un monde 50-50 en 2030
Franchissons le pas pour l'égalité des sexes

220 East 42nd Street
New York, New York 10017,
États-Unis
Tél : 646-781-4400
Fax : 646-781-4444

www.onufemmes.org
www.facebook.com/onufemmes
www.twitter.com/onufemmes
www.youtube.com/unwomen
www.flickr.com/unwomen
www.instagram.com/unwomen